



COMPRENDRE ET AGIR

DANS LA SOCIETE MULTICULTURELLE

- 2008 -

Avec le soutien du Service Education Permanente de la Communauté française

Avant-propos

Année 2008, proclamée « Année européenne du dialogue interculturel ».... Temps fort de réflexions et d'échanges que ces pages, tissées d'espérance et de clairvoyance, pourront accompagner magnifiquement.

Nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle : j'aime beaucoup l'idée que c'est toute notre société qui doit être « réintégrée », repensée, renouvelée...

Osons la confiance , abandonnons toute « supériorité-parce-que-nous-sommes-sur-nos-terres » ! Travaillons patiemment, avec obstination, à aplanir les incompréhensions et les peurs par une bonne dose de respect mutuel et de fraternité sincère.

Puisse cet ouvrage nous ouvrir des chemins vers une « coexistence pacifiée entre individus et groupes aux origines multiples ». C'est parce que nous croyons à cette action que nous saurons , ensemble, la mener avec audace et persévérance. Pour que vive une « démocratie d'aujourd'hui », il est de notre responsabilité de proposer des espaces de rencontre et de débat entre membres de la société multiculturelle qui est en train de se construire !!!

Comme mandataire publique, je veillerai pour ma part à encourager les conditions collectives nécessaires au développement de cette cohésion pour un mieux-vivre ensemble dans nos quartiers.

Chantal Noël
Echevine des Cultes à la Ville de Bruxelles

Le groupe porteur qui a participé à la rédaction de cette brochure est constitué des personnes suivantes :

Albert Bastenier, professeur de sociologie émérite (UCL)

Guy Cossée de Maulde (Centre Avec)

Claude Debbichi (El Kalima/OCIPE)

Jean-Pierre Dupont (El Kalima)

Jean-Marie Faux (Centre Avec)

Albert Martens, professeur de sociologie émérite (KUL)

Katheline Toumpsin (Pax Christi)

Charles Van Der Vaeren (chargé de cours émérite UCL)

Illustrations : Salimata Kaboré (Centre Avec)

Table des matières

Avant-propos	
Introduction : Présentation	3
1. Le dialogue interculturel dans notre monde globalisé	
A. Une nouvelle ère de grands mouvements migratoires	7
B. Une Europe devenue cosmopolite	9
C. Prendre en charge le défi de la société multiculturelle	13
2. Le dialogue interculturel et interconvictionnel :	
Tour d'horizon des initiatives prises par les pouvoirs publics	
A. Le contexte historique	20
B. Quelques exemples d'acteurs publics	23
C. Les administrations communales	24
D. Autres initiatives	24
3. Le dialogue interculturel et interconvictionnel :	
Tour d'horizon des initiatives émanant de la société civile et sans attaches confessionnelles	
A. Les locomotives de l'interculturel	26
B. Initiatives phares	27
4. Le dialogue interculturel et interconvictionnel :	
Tour d'horizon des initiatives prises par des groupes ou des mouvements ayant un enracinement confessionnel	
A. Des groupes de « chrétiens avec des musulmans »	29
B. Des groupes de « chrétiens avec d'autres, croyants et incroyants »	30
C. Des groupes agissant comme « musulmans »	33
D. Des initiatives interconvictionnelles n'émanant pas d'une confession	33
5. Réflexions sur les initiatives en cours	
A. Quelques constats	36
B. En relisant quelques interviews	37
C. Petits conseils pratiques et trucs en vrac	43
D. Quelques grandes questions...	43
E. Et des souhaits non moins grands	45
E. Un cas particulier : le dialogue interreligieux	45
6. Conclusion	49
7. Liste des pratiques repérées dans les interviews récoltées par le groupe porteur	51
Bibliographie	56
Liste des institutions contactées	58
Liste des personnes contactées	59

Présentation

Le souvenir des attentats de toutes sortes, attribués à des extrémistes ; l'écroulement des tours du W.T.C. ; l'assassinat de Théo Van Gogh et la vague d'incendies de mosquées qui l'a suivi aux Pays-Bas ; des manifestations pour le droit des jeunes à quitter l'islam s'ils le désirent, d'autres contre « l'islamisation de l'Europe » ; la question du port du voile dans les écoles ; les difficultés de fonctionnement de l'Exécutif des musulmans de Belgique ; les affrontements entre Turcs et Kurdes dans les rues de Bruxelles, etc ... Autant d'exemples d'événements récents pouvant alimenter la méfiance réciproque entre communautés culturelles et religieuses. Oui, les faits sont nombreux qui nous rappellent que la rencontre des cultures, dans leurs différences, est nécessairement conflictuelle. Les difficultés dans la négociation intercommunautaire, en Belgique, pour la formation du gouvernement, ne nous confortent-elles pas dans cette opinion ?

Pourtant nous sommes, comme chrétiens, tenaillés par la conviction qu'on ne peut en rester là. L'ouverture à l'altérité est une requête essentielle de Celui qui a lui-même parcouru inlassablement « la Galilée des nations ». Nous sommes d'ailleurs les témoins quotidiens d'efforts venus de la base pour dépasser les barrières que peuvent être, dans notre société, les cultures, les religions, les appartenances philosophiques... et la couleur de la peau. Nous sommes persuadés que ces difficultés, pour incontournables qu'elles soient, ne sont pas une fatalité et qu'on peut les surmonter.

Un groupe de travail s'est donc constitué, composé de différentes personnalités du monde associatif et académique, sous le patronage de Pax Christi Wallonie-Bruxelles et du Centre El Kalima (Centre chrétien pour les relations avec l'islam). Son objectif était de mettre en lumière la diversité des initiatives existantes sur le chantier de l'interculturalité, de les faire connaître au public et de tirer de leur action tous les enseignements utiles pour promouvoir un dialogue constructif et pacifié entre les différentes composantes de notre société.

Nous en sommes rapidement arrivés au projet de rédiger une brochure qui puisse servir d'outil à quiconque désire s'engager dans la lutte contre les discriminations. Dans un premier temps, nous avons donc mené des entretiens exploratoires avec des personnes et des associations expérimentées en matière de rencontre des cultures. Les questions portaient sur leur expérience du dialogue interculturel et/ou interreligieux, et les leçons qu'elles tiraient de cette expérience en termes de bonnes pratiques à promouvoir et d'écueils à éviter. Ces entretiens ont ensuite été complétés par la collecte des informations générales communiquées par ces acteurs sur leurs activités (dépliants de présentation, rapports d'activité annuels, brochures et publications diverses, contenu des sites internet des associations et institutions...)

Il s'agissait ainsi de récolter, selon les termes et expressions mêmes des acteurs, ce qu'ils estimaient pouvoir mettre sous le vocable de « bonnes pratiques » et qui

pouvait contribuer à construire un dialogue interculturel, voire interreligieux ou interconvictionnel.

Cette collecte de données eut finalement pour résultat un recueil considérable de réflexions et de commentaires. Ceux-ci, fort variés, se sont souvent révélés « incomparables », voire uniques (ou du moins très particuliers). Nous n'avons pas voulu obliger les personnes interviewées à se classer (ou à classer leurs initiatives) dans des catégories définies *a priori*. L'alternative a alors consisté à mentionner sans commentaire chaque pratique repérée dans une liste non hiérarchisée qui se déroule selon le fil des entretiens.

Cette liste « brute » risquait pourtant de demeurer obscure sans grille de lecture. Nous l'avons donc fait précéder d'une première partie théorique, assez conséquente, consacrée à une étude des mouvements migratoires qui font les nouveaux peuplements de l'Europe. Il nous a semblé important d'en tenir compte, pour ne pas isoler les pratiques dont nous parlerons ensuite, de leurs contextes historique, politique et social : la globalisation du monde. Cette introduction éclaire indiscutablement le fait que les mouvements migratoires en direction de l'Europe sont une constante de la fin du vingtième siècle et le resteront dans les décennies à venir. La capacité de nos sociétés à interagir positivement avec ce phénomène est donc un des défis majeurs du nouveau siècle.

Une deuxième partie de l'ouvrage déblaie le terrain en catégorisant les initiatives retenues en fonction du type d'acteur : initiatives prises par les pouvoirs publics, initiatives émanant de la société civile et sans attaches confessionnelles, initiatives de groupes ou mouvements ayant un enracinement confessionnel, initiatives interconvictionnelles n'émanant pas d'une confession.

Nous en sommes ensuite venus à une analyse du matériel fourni par nos interlocuteurs. Ce chapitre, intitulé « Réflexions sur les initiatives en cours », est introduit par quelques *constats* sur la situation actuelle du dialogue telle qu'elle ressort des interviews. *En relisant les interviews* s'essaye à synthétiser en une dizaine de « bonnes pratiques » identifiables, la masse d'informations qui nous a été livrée.

Au cours des entretiens que nous avons menés, il était notable que les répondants connotaient leurs réponses d'évaluations, de réflexions personnelles, de conseils et de suggestions. A cette charge affective ou évaluative des réponses, déjà partiellement prise en charge par l'inventaire de « bonnes » pratiques, nous avons voulu faire droit. Ces bonnes pratiques, qui ne sont jamais des recettes, prendront donc tour à tour l'accent de constatations issues de l'expérience, de conseils et petits trucs pratiques, de mises en garde contre certaines dérives possibles et d'avertissements sur le dialogue interculturel.

Enfin, le dialogue interreligieux proprement dit présentant un certain nombre de spécificités, nous lui avons consacré un chapitre distinct.

L'ensemble de ce projet est quelque peu utopique, nous le savons et nous l'acceptons dans la mesure où l'utopie est « le possible non encore réalisé ». La

brochure que vous avez en mains, même si elle a requis du temps pour l'investigation de tant d'initiatives, ne constitue donc qu'une modeste goutte d'eau dans le « torrent de bonnes volontés » qui va à l'encontre du « tsunami de l'intolérance » qui risque toujours de submerger nos sociétés. C'est avec l'espoir que vous la recevrez comme telle, que nous vous la livrons.

El Kalima et Pax Christi sont des organismes qui émanent de l'Eglise catholique. Il n'est donc pas étonnant que les milieux chrétiens aient été prioritairement interrogés, même s'ils ne le furent pas exclusivement. Dans la même logique, notre travail vise surtout les publics qui atteignent facilement nos réseaux. Cette spécificité signe aussi la limite de notre entreprise. Celle-ci n'est peut-être qu'un premier pas vers une investigation plus large. La collaboration avec des mouvements explicitement laïcs ou des communautés confessionnelles musulmanes, juives ou bouddhistes par exemple, devrait être intensifiée pour donner un aperçu plus rigoureux de ce qu'est vraiment le dialogue interconvictionnel en Belgique, ou à Bruxelles en particulier. Cette constatation est ainsi un appel à d'autres instances, privées ou publiques, qui voudraient poursuivre l'étude ici entreprise.

Il nous reste à remercier les nombreuses personnes et associations qui ont accepté de nous faire part de leurs expériences en matière de rencontres interconvictionnelles. Vous en trouverez la liste en annexe de cette brochure. Nous vous transmettons aussi leurs coordonnées afin que puisse, si vous le désirez, se prolonger auprès d'elles l'investigation que nous avons entreprise.

1. Le dialogue interculturel dans notre monde globalisé

En Belgique - comme dans nombre d'autres pays d'Europe - la présence de populations transplantées par les flux migratoires n'a fait que s'intensifier au cours des dernières décennies. Et si l'on en croit les spécialistes, ni le caractère illégal de la plupart de ces flux, ni la mise en place des systèmes les plus sophistiqués de contrôle aux frontières ne suffiront à les tarir. Les choses ne semblent donc pas devoir s'inverser dans les décennies à venir, et le scénario le plus probable est que les migrations du futur croîtront plus qu'elles ne décroîtront. Elles doivent donc être considérées comme un élément durable de notre avenir.

Dans notre quotidien, cela se traduit par une présence de plus en plus perceptible d'immigrés d'origines diverses, réguliers ou clandestins, et de leurs familles. La chose n'est certes pas entièrement nouvelle. Il faut cependant constater qu'elle ne va pas sans difficultés. Non seulement de multiples incompréhensions anciennes persistent, mais de nouvelles apparaissent, notamment à partir des différences culturelles. De plus en plus au centre de l'attention, ces différences viennent accroître le lot des difficultés entre *eux* et *nous*.

Tout le monde ne se résigne pas pour autant à ces difficultés. Des particuliers, des associations d'horizons divers, convaincus qu'elles ne sont pas irrémédiables, oeuvrent à les décoder. Ils réfléchissent à ce qu'il est possible de faire en vue de les surmonter. Avant d'en venir à la question du *que pouvons-nous faire ?*, il n'est toutefois pas inutile de clarifier ce qu'est devenu le phénomène migratoire dans le monde contemporain. Ses ressorts ne sont pas nécessairement en tous points les mêmes que ceux d'hier. Certaines perspectives de l'histoire de notre temps s'y dessinent, qui ne sont pas toutes faciles à regarder en face. Mais, parce que nous sommes appelés à exister durablement avec elles, il vaut assurément mieux commencer par les voir.

A. Une nouvelle ère de grands mouvements migratoires

La présence en Belgique d'immigrés de multiples origines n'est en réalité qu'un reflet, à notre échelle, de l'état du *monde global* tel qu'il s'est redessiné au cours des décennies récentes, avec ses déséquilibres économiques, ses instabilités politiques, et ses dérèglements écologiques dévastateurs. L'attractivité du mode de vie occidental diffusé à large échelle par les médias joue désormais à plein. S'y adjoint en outre l'intense développement de moyens de transport devenus relativement accessibles. Que faudrait-il de plus, malgré les périls que cela comporte en de nombreux cas, pour engendrer de vastes déplacements d'hommes, de femmes et même d'enfants tournés aussi bien vers un mieux-être culturel, politique ou religieux que vers la satisfaction de leurs élémentaires besoins matériels ? En de multiples lieux de

la planète - souvent à partir de pays du tiers-monde qui furent antérieurement des colonies de l'une ou l'autre nation européenne -, ces facteurs incitent des masses de gens à se déplacer, même intercontinentalement, dans l'espoir d'une destinée plus enviable que celle qui leur est actuellement dévolue.

Un premier constat s'impose donc : contrairement à ce que l'on continue souvent à penser, ce que les migrations vers l'Europe et la Belgique sont devenues au cours du dernier quart de siècle ne peut plus être compris sans voir que leur ressort déborde largement les seules considérations relatives à la main-d'œuvre, nécessaire ou pas, au sein du vieux continent. C'est là une manière très partielle et *économiste* de réfléchir, qui n'accorde que peu ou pas d'attention à la montée en puissance du facteur culturel dans les développements actuels du phénomène migratoire. Car la mondialisation ne joue pas seulement dans le sens de la transnationalisation des mouvements financiers, des délocalisations d'entreprises ou de l'ajustement des facteurs de production dont l'immigration ne serait que l'une des expressions. En répandant ses symboles de mobilité dans tous les domaines, la mondialisation change la façon dont les hommes se représentent et habitent le monde. Elle intensifie un imaginaire qui nourrit la motivation au départ et à la réimplantation de populations entières. Pour cette raison, on peut dire qu'une nouvelle ère de grands mouvements migratoires ne fait probablement que commencer dans un monde où, plus que par le passé, les aspirations économiques se lient à d'autres, culturelles ou sociales au sens le plus large. Et le déplacement, en ce qu'il permet de les satisfaire, devient de cette façon une sorte de mode de vie. C'est donc un nouveau et vaste brassage de populations qui est en cours.

Certes, la diffusion de ce mode de vie n'est pas sans poser problème aux Etats de l'Union européenne, qui d'ailleurs s'en inquiètent et disent vouloir légiférer en vue de contrôler et limiter le mouvement international des individus. C'est d'ailleurs l'un des paradoxes cruels de notre monde que de voir les *Européens* intensément sollicités à se dépayser par le tourisme et pour le travail, tandis que les *autres* sont plutôt invités à rester chez eux et à ne pas envisager leur dépaysement. Les responsables politiques des Etats devraient savoir que les migrants n'appartiennent en réalité à personne, ni au pays qu'ils quittent ni à celui vers lequel ils se dirigent. Ce sont des individus qui, au travers du périple risqué qu'ils entament, engagent leur destinée personnelle et manifestent de cette façon ce qui demeure leur liberté. Celle-ci peut sans doute paraître bien frêle. Mais au nom de quel droit et de quelle justice déciderait-on de la supprimer ? Il y a certes des raisons légitimes de rechercher une régulation la moins arbitraire possible des flux migratoires. Mais l'invocation unilatérale des exigences du *réalisme politique* d'une Europe incapable d'accueillir indéfiniment *toute la misère du monde* relève du pur cynisme. Car, dès lors que l'on décide de parler en termes de réalisme, il y aurait tout autant de raisons d'entendre la voix de ceux des sociétés de départ qui, si on leur donnait la parole, pourraient argumenter du fait que, chez eux, le seuil de ce réalisme est depuis longtemps dépassé.

Force est de reconnaître qu'à brève échéance, il n'est dans le pouvoir de quiconque de faire disparaître les causes des migrations. Elles font partie des contradictions que la société mondialisée s'avère actuellement incapable de résoudre d'une manière

satisfaisante pour tous. Certes, il s'agit là d'une contradiction difficilement supportable ; elle ne porte pas à se fier à une mondialisation heureuse. Or, la plupart des instances de pouvoir qui seraient capables d'intervenir demeurent indifférentes ou indéterminées face aux mesures qu'il faudrait prendre. Cette contradiction figure donc comme une question que, tel un enjeu intraitable, notre société garde *en reste*. Il nous faut vivre avec elle. Mais sans, pour autant, que sa permanence la banalise et dispense d'en assumer le tranchant tant qu'elle demeurera irrésolue. Or, rejoindre ce tranchant exige de prendre la mesure complète de l'expérience humaine contenue dans les migrations.

Celles-ci demandent d'être comprises comme un phénomène à double entrée. D'une part comme l'épreuve de ceux qui, dans un cortège de contraintes, de calculs et de rêves, vivent l'éloignement de leur pays d'origine. Et, d'autre part, comme l'objet de toutes les craintes d'envahissement pour ceux qui, au sein des pays d'arrivée, voient mise à l'épreuve la prétention d'universalité des idéaux qu'ils proclament.

B. Une Europe devenue cosmopolite

Le contexte actuel conduit à un second constat : désormais, comme les chiffres en attestent, l'Europe figure parmi les zones les plus attractives pour les migrants de la planète entière. De la même manière que l'Amérique du Nord, elle est occupée à se peupler, ou plutôt à se repeupler, par vagues d'immigrations successives et différenciées. En effet, un élargissement spectaculaire des zones de provenance des migrants - surtout à partir du tiers-monde - s'est opéré au cours des trente dernières années. Et si cette *tiers-mondisation* des flux migratoires est devenue une caractéristique planétaire du phénomène, dans le cas de l'Europe elle se redouble du fait que de plus en plus de candidats à la transplantation sont originaires de ce que furent pour elle d'anciens territoires coloniaux. Les migrations contemporaines vers l'Europe doivent donc, pour une part au moins, être vues comme une question héritée des anciennes configurations coloniales et des aléas économiques et politiques qui lui ont succédé. On pourrait même dire que l'immigration et la situation multiculturelle nouvelle qu'elle met à l'ordre du jour en Europe, constitue pour cette dernière l'un des aspects les plus significatifs de son histoire postcoloniale.

Ainsi, les minorités de l'ancien Commonwealth en Grande-Bretagne, la minorité turque en Allemagne, la minorité indonésienne en Hollande et les minorités nord-africaines ou subsahariennes en France, en Espagne ou en Belgique sont comme l'apparition, au sein des anciennes métropoles, de ce qu'elles avaient antérieurement dominé et marginalisé politiquement et économiquement aussi bien que culturellement. L'un des aspects de ce « moment postcolonial » consiste donc à comprendre comment des gens ayant une importante part d'histoire commune, bien qu'ils aient des langues, des cultures, des religions et des coutumes différentes, peuvent vivre ensemble au sein d'un même territoire. On peut trouver cette situation inconfortable (pour tous) et même pleine de risques évidents. Mais, parce qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire disparaître ce que notre histoire commune a mis en place - et qui n'a pas miraculeusement disparu le jour de la déclaration des Indépendances -, elle est incontournable. C'est là une situation assez complexe. Et les

actions à entreprendre en vue de surmonter les tensions culturelles bien réelles qui se manifestent entre *eux* et *nous* nécessiteront certainement d'avoir une conscience suffisamment claire de ce que furent les relations entre identités et citoyenneté au moment où se constituèrent les empires coloniaux.

Une nouvelle donne démographique

Commençons par admettre sans détour que l'immigration est l'un des épisodes les plus importants de l'histoire démographique et sociale contemporaine du continent. Les pays européens n'assurent plus eux-mêmes une part significative du développement ni même du simple renouvellement de leur population. Compte tenu de l'évolution de la courbe des naissances et des décès en Europe occidentale, l'immigration contribue désormais à peupler les sociétés européennes sur d'autres bases que celles d'hier. Elle y définit une *nouvelle donne démographique*. A cet égard, le temps n'est plus à se demander si la chose est plaisante ou déplaisante. Le processus est en marche et la vraie question, celle à laquelle la réponse n'est pas encore définitivement donnée, est de savoir dans quelles conditions et selon quelle logique sociale se réalisera le brassage des segments de population culturellement différenciés en train de se rassembler en Europe.

On pourrait parler aussi d'une *nouvelle géographie du monde*, puisque les lieux d'origine de ceux qui composent désormais la population européenne sont en train de se diversifier et se superposer. Or, il s'agit là d'une transformation profonde de l'ancien tissu social : antérieurement, l'identité culturelle des individus était étroitement liée à une localisation territoriale originaire dont relativement peu de gens s'éloignaient ou changeaient ; désormais, c'est une coprésence de gens aux origines et identités culturelles multiples rassemblés sur le même territoire qui s'impose à l'attention. Et, de ce fait, la vie sociale sur le vieux continent en devient culturellement plus hétérogène qu'elle ne l'a jamais été.

C'est même d'un pluralisme inédit, d'un véritable cosmopolitisme de masse qu'il faut parler. Un kaléidoscope d'hommes et de femmes d'origines multiples - issus d'Afrique du Nord et sub-saharienne, d'Asie, des Balkans et de Turquie - et aux identités culturo-religieuses distinctes, est en train de recomposer la trame profonde de la vie collective. Ainsi, dans un rassemblement inattendu se retrouvent côte à côte d'anciens colonisateurs et d'anciens colonisés, au sein duquel -on notera la chose parce qu'elle revêt une importance toute particulière dans le dialogue multiculturel - l'islam occupe une place prépondérante. Ceci non seulement du point de vue quantitatif (12 à 15 millions de personnes en Europe), mais aussi en raison du patrimoine symbolique très riche et du rôle historique particulier de cette tradition face à « l'Europe chrétienne ». Et comment ne pas voir que, par son potentiel de désorientation des conduites, l'intrication de multiples références identitaires est à la source de méfiances mutuelles et de tensions tout à la fois nourries par le passé et entretenues dans le présent par des divergences intellectuelles qui ne sont pas faciles à surmonter. Si la chose prend même parfois l'allure d'un défi, c'est en raison de la complexité des nouveaux liens qui doivent s'établir entre des groupes humains culturellement chargés d'héritages antagonistes, mais dont aucun désormais ne peut plus définir ni ce qu'il est ni ce qu'il sera indépendamment des autres.

Ainsi, tant par la diversité que par le nombre cumulé des gens qu'elles transplantent, les migrations actuelles opèrent un remodelage profond de la vie collective et définissent des segments de population qui doivent trouver les modalités de leur nouveau *monde commun*. Or, il importe de souligner que les comportements de ces nouveaux partenaires obligés - ceux que l'on peut appeler respectivement les *installés de longue date* et les *résidents plus récents* - ne se réfèrent plus à *une seule* mais à *des* cultures distinctes qui n'étaient pas originellement faites pour coexister. Et que cette diversité de références identitaires commence par cliver le tissu social au travers des manières particulières qu'ont les uns et les autres d'en-tretenir leur rapport à autrui, au monde et à l'histoire.

Une époque d'insécurité culturelle

Pour caractériser les difficultés propres à la *société multiculturelle* qui naît de cette manière, on pourrait dire qu'elles sont liées à *la fin du monoculturalisme* qui fut depuis le 19ème siècle la perspective générale à partir de laquelle les nations européennes ont cherché à organiser les rapports entre leurs membres. A un *toit politique* (celui de l'Etat-nation) devait en effet correspondre, en principe tout au moins, une culture et une seule. Or, les nouvelles sources du peuplement européen s'écartent visiblement de cette perspective et parler de la fin du monoculturalisme permet de mieux saisir ce qui est en train de se passer. Et de comprendre pourquoi certaines manières de penser ou de vivre des immigrés peuvent susciter des réactions de rejet : il est manifestement éprouvant pour plus d'un Européen de se retrouver aux côtés de nouveaux venus qu'ils ne connaissent pas ou peu, dont ils craignent les habitudes, les convictions ou certains comportements. Pour personne d'ailleurs, immigrés ou autochtones, pareille proximité ne va de soi. Non pas parce que *les autres* sont nécessairement l'objet de sentiments hostiles, de haine ou de mépris, mais parce que leur présence bouleverse la stabilité des repères, le sentiment sécurisant de la continuité des choses et des personnes avec lesquelles il s'agit de vivre dans le même temps et sur le même espace.

A cet égard, pour tous, on peut parler d'une situation d'*insécurité culturelle*. Car la sécurité humaine ne concerne pas seulement l'intégrité physique des individus. Elle porte aussi sur ce qui, tant à partir du vécu le plus proche de la quotidienneté que des manières plus profondes de réagir et de penser héritées de l'histoire, est éprouvé comme acceptable ou inacceptable. Le mixage confronte à des frontières mouvantes en cette matière ; les changements affectent les schèmes traditionnels du langage, des conduites, de la civilité, des identités ou des pratiques religieuses. C'est dire combien, pour tout un chacun, la société environnante peut être vécue comme dépourvue d'évidence et inspirer l'inquiétude dès lors qu'elle ne repose plus sur un ensemble de conduites communes quasi-automatiques liées à des principes, à des traditions, aux habitudes et à l'affectivité qui, ensemble, lui confèrent une perspective cohérente.

Du côté des *anciens Européens*, les nouveaux résidents sont perçus comme venant contredire leur manière de vivre, leurs traditions et certaines valeurs qu'ils considèrent comme importantes. Aux immigrés qui proviennent d'autres cultures, il est dès

lors régulièrement reproché de transgresser ces valeurs ou de les mettre en péril. A quoi il faut ajouter que ces griefs culturels viennent se combiner avec d'autres, plus anciens et souvent de nature économique, concernant les places disponibles sur le marché du travail que les nouveaux arrivants occuperaient indûment et les avantages sociaux dispensés par l'Etat-providence que le *chauvinisme du bien-être* des nationaux n'aime pas voir étendus à d'autres qu'eux. Une source ultime d'insécurité - et qui n'est sans doute pas la moindre - réside enfin dans la disparition d'un univers symbolique auquel les anciens Européens (y compris les catégories populaires) étaient profondément identifiés : leur rapport avec la « modernité conquérante », dans laquelle ils se reconnaissaient intimement et qui est en train de s'effondrer puisqu'«avant » on participait, ne fût-ce que par procuration, au prestige d'une société conquérante qui civilisait l'outre-mer, alors que « maintenant », le risque est bien d'être dominé par « ceux qui nous envahissent après nous avoir chassés des colonies ». Le retournement de situation atteint même le niveau le plus intimement symbolique des choses lorsque le christianisme lui-même n'est plus observable qu'au travers d'un déclin sur son propre territoire, alors que l'islam s'y installe et, avec ses mosquées, s'affirme dans le paysage urbain.

Pour ce qui concerne l'insécurité culturelle éprouvée du côté des *nouveaux résidents*, elle n'est pas moindre. Ils sont les nouveaux venus ; pour eux, la société environnante repose sur une perspective d'ensemble qui, au point de départ, n'est pas la leur. Et il n'est pas rare qu'ils en viennent à considérer que c'est en raison de leurs origines non occidentales qu'ils sont méprisés et même victimes d'une exclusion systématique aux antipodes de l'intégration que l'on dit attendre d'eux. Dans l'expérience de beaucoup d'entre eux, l'immigration est donc vécue comme si elle s'inscrivait dans la continuité de l'ancien rapport colonial : une sorte de passé qui, au-delà des indépendances, ne passe pas et fait d'eux des citoyens de seconde catégorie qui campent au milieu de la société sans en faire véritablement partie. C'est dire que, aux yeux des immigrés, la compréhension tant des tensions culturelles qui se manifestent entre *eux* et *nous* que leur assujettissement à une citoyenneté de seconde classe demandent de remonter jusqu'à la période constitutive des anciens territoires coloniaux, dont l'histoire impensée continue d'influencer les conceptions que l'on se fait aujourd'hui en Europe de la relation entre les identités et la citoyenneté.

La culture, écran et ressource

Au travers de ces *manières de voir* qui se développent aux deux pôles de la société multiculturelle, et à l'égard desquelles les mises en scène médiatiques interviennent pour une très large part, transparait le rôle hiérarchisateur détenu par la culture dans la définition des places qu'espèrent occuper les uns et les autres dans la vie collective. C'est même une dimension de l'existence sociale qui est devenue saillante dans le contexte de l'Europe actuelle : les traits culturels y reçoivent une priorité sur les autres caractéristiques qui interviennent dans la hiérarchisation des individus et des groupes. Evidemment, la perspective d'un *conflit de civilisations* ne fait qu'intensifier les craintes qu'inspirent les différences culturelles. Cette hypothèse que certains géopoliticiens évoquent à partir des événements de la scène internationale (conflit israélo-palestinien, guerre d'Irak, terrorisme islamiste) est à considérer avec bien des

réerves, et ce déjà au point de vue méthodologique, puisqu'elle associe notamment sans grand souci de discernement le niveau local et le niveau mondial. Elle dépasse d'ailleurs le cadre strict des problèmes spécifiques aux sociétés multiculturelles. Cela ne doit pas empêcher de constater que, de fait, depuis le 11 septembre 2001, l'idée selon laquelle l'islam n'est pas conciliable avec les valeurs européennes n'a fait que progresser. Et que ce que l'on appelle *l'islamophobie* a connu à partir de ce moment une progression significative, parallèlement d'ailleurs à une croissante *occidentalo-phobie* qui n'émane plus seulement de pays islamiques mais également de communautés musulmanes établies en Europe.

A cet égard, le fait que de nombreux aspects de la tradition chrétienne aient joué un rôle non négligeable dans la construction de l'identité européenne, fait d'elle un élément qui, volontairement ou involontairement, intervient dans les actuelles tensions culturelles au sein du vieux continent. Car cette tradition constitue une ressource disponible. Elle peut tout aussi bien se prêter au soutien de réaffirmations identitaires hostiles aux populations d'origine étrangère non chrétienne que, à l'inverse, opposer un refus à ce genre de réaffirmation stérile qui puise dans ce qu'on trouve de plus critiquable au fond de la mémoire européenne. Encore faut-il que suffisamment de chrétiens le perçoivent clairement. De la même façon, du côté des communautés immigrées d'origine musulmane, on peut parler d'une responsabilité des élites religieuses à n'afficher aucune complaisance vis-à-vis des représentations populaires qui, dans le sillage de la longue tradition de la « conversion des Infidèles », entretiennent l'idée de faire régner un jour la *charia* sur les vieilles terres occidentales du Christ. C'est pourquoi on peut dire que, dans le monde postcolonial actuel et le contexte historique inédit de l'Europe multiculturelle, les échanges interconvictionnels en général et islamo-chrétiens en particulier font constitutivement partie du dialogue interculturel qui y favorisera la coprésence pacifiée d'une pluralité d'individus et de groupes aux origines multiples.

C. Prendre en charge le défi de la société multiculturelle

On perçoit chaque jour davantage que la rencontre des cultures ne contient pas la promesse d'un monde idyllique. Et les appels au dialogue entre elles, parce qu'ils cèdent fréquemment aux facilités d'un humanisme bavard qui ne voit dans le *multiculturalisme*¹ que l'annonce d'un enrichissement mutuel, paraissent souvent dérisoires. Le constat qui s'impose est plutôt que, dans un monde ouvert, la cohabitation de visions culturelles différentes est d'abord une source d'incompréhensions préoccupantes parce que leur compatibilité se révèle pleine de difficultés sinon d'impasses.

¹ Le multiculturalisme, qui ne doit pas être confondu avec la réalité concrète de la diversité culturelle elle-même, est une doctrine controversée relative au traitement politique de cette diversité culturelle et aux modalités d'aménagement des rapports entre groupes socio-culturels différents à l'intérieur d'un même Etat.

Le jeu des frontières entre majorité et minorité

Si, sur le vieux continent où les migrants parviennent, cette cohabitation s'avère chargée d'hypothèques, c'est notamment parce que les sociétés européennes ne sont évidemment pas des espaces sociaux neutres ou quelconques. Ce ne sont pas des coquilles vides disponibles pour n'importe quel type de comportement. Il s'agit au contraire de sociétés dont l'espace est fortement qualifié par des codes culturels et une façon de vivre collectivement qui s'y sont historiquement établis et fortement affirmés comme *le modèle de la citoyenneté moderne*. Par ailleurs, les conditions dans lesquelles la mondialisation fait actuellement se rencontrer les différentes cultures sont telles qu'elles ne se voient pas toutes revêtues du même prestige ni dotées du même poids social. Il y a des cultures qui confèrent de la puissance et d'autres qui confinent dans une relative impuissance. Pour toutes ces raisons, on peut dire que le prestige culturel des nouveaux arrivants est faible et contribue à les constituer en tant que *minorité ethnique* face à ceux qui incarnent la *majorité*.

Cette situation conduit un grand nombre d'Européens d'origine à se considérer comme dotés d'attributs culturels indiscutablement supérieurs. Ils estiment dès lors que les candidats à l'implantation, s'ils veulent vraiment rester, ne peuvent aspirer à rien de mieux que d'adopter le modèle de conduite dominant. Comme le dit le langage courant, il est attendu d'eux qu'ils *s'intègrent*, c'est-à-dire qu'ils fassent disparaître au plus vite leurs particularités considérées comme des archaïsmes. Dans cette vision des choses n'intervient cependant qu'une très faible perception de ce que les nouvelles sources du peuplement européen sont en train de transformer dans la vie socio-culturelle du continent. Or, l'avenir ne pourra plus être imaginé comme ne laissant aux immigrés que le moins de place et de visibilité possibles. De la part des Européens, il y a sans doute là une certaine forme d'aveuglement volontaire. On comprend toutefois qu'il ne soit pas facile d'admettre que, avec la nouvelle donne démographique, ce sont les prérogatives politiques et culturelles traditionnellement attachées à l'autochtonie elle-même qui sont en train de se défaire.

Mais de l'autre côté, les sentiments d'infériorisation ou de mépris dans lesquels beaucoup d'immigrés estiment être tenus suscitent, quant à eux, une aspiration à la récupération d'un honneur social perdu. Certains tentent d'y parvenir en s'alignant au plus près sur le style des conduites valorisées au sein de la culture occidentale. Pour nombre d'autres cependant, qui se pressentent durablement destinés à la marginalisation, les choses s'envisagent autrement. C'est à l'aide d'une mise en avant de certaines valeurs, traditions et manières de vivre qui, dans leur propre patrimoine culturel ou religieux, sont considérées comme des critères d'excellence ou de dignité morale qu'ils tentent de combler le manque de reconnaissance qui les accable. De cette façon, ils cherchent moins à préserver des traits culturels rétifs au compromis qu'à retrouver une estime d'eux-mêmes. Il convient donc d'y reconnaître autre chose que du simple passéisme. Il s'agit plutôt de la réutilisation actuelle de ce qui, dans leur histoire identitaire réelle ou imaginaire, les rend dignes, actifs et capables d'affronter les enjeux du monde multiculturel présent plutôt que de passivement s'y soumettre.

Ces manières opposées qu'ont majoritaires et minoritaires de réagir à leur nouvelle situation de contiguïté territoriale est évidemment un jeu de frontières plus ou moins convenues qui délimitent leurs appartenances sur base de représentations mutuellement péjoratives. Elles traduisent sans aucun doute un isolement ou, autrement dit, un ordonnancement social spécifique engendré par l'absence de communication entre les langues, les coutumes et les sentiments. Mais on aurait tort de n'y voir que cela. De façon paradoxale, il s'agit en même temps d'une manière délibérée de se différencier culturellement de ceux avec lesquels on est dans un rapport problématique de rivalité ou d'opposition qui est aussi économique et politique. Il s'agit, à l'aide d'arguments culturels, de se rendre capable de dresser les frontières qui, tant que les rivalités économiques et politiques mais aussi culturelles ne sont pas suffisamment atténuées, protègent et rassurent les groupes en présence.

Dans le contexte contemporain, l'existence d'un tel rapport n'est pas dissociable de ce que les identités se construisent, notamment, par l'action des médias et particulièrement de la télévision. A l'aide des différences et des ressemblances, les rituels télévisés et leur art de l'événement construisent et gèrent socialement mieux que n'importe quelle autre instance les frontières des appartenances respectives. Disant cela, on ne fait toutefois que souligner combien les industries médiatiques constituent une part majeure de l'environnement symbolique des sociétés contemporaines, où la culture a acquis une importance décisive dans les rapports de pouvoirs. La diffusion rapide dans les ménages des nouvelles technologies de l'information et de la communication est un nouveau signe de cette prédominance des médias dans la construction des identités et des relations sociales.

Avec le jeu des frontières dont il est question, il s'agit bien d'une *relation sociale qui tout à la fois réunit et sépare*, d'un rapport dans lequel on peut reconnaître une forme d'apprentissage et d'accommodation qui répond aux conditions dans lesquelles, provisoirement tout au moins, se déroulent les interactions caractéristiques des sociétés multiculturelles. Lorsque la résolution des problèmes qui naissent de la contiguïté entre les cultures ne peut plus être attendue de la simple assimilation des minoritaires par les majoritaires, c'est-à-dire de la capacité de l'identité des majoritaires de s'imposer à tous et de faire disparaître les identités autres, il y a là une façon de permettre aux différents groupes la sauvegarde d'une vie sociale qui leur soit propre en délimitant des territoires d'appartenances identitaires. Et parce que l'expérience de beaucoup est celle non plus de la continuité mais de la rupture dans un monde éprouvé comme déstabilisant, on peut y reconnaître aussi une tentative plus ou moins satisfaisante d'organisation sociale de la différence.

Cela s'exprime dans les rues, les quartiers, les points de rencontres que les citoyens parcourent, les médias qu'ils regardent ou qu'ils lisent, les stéréotypes qu'ils adoptent les uns vis-à-vis des autres. Dans ce monde de discontinuité et donc d'incertitude, où la question de la confiance mutuelle se pose régulièrement, se donne ainsi à voir comment les craintes de chacun sont provisoirement gérées à partir de ressources culturelles inégales et différenciées. Pour se définir, s'orienter ou être reconnu, chacun utilise les matériaux qui lui sont accessibles : recours au passé, à une histoire héroïque des origines, à des racines ou à des figures humaines emblématiques qui peuvent servir de support à la présentation de soi. On ne peut donc expliquer l'inten-

sification des difficultés propres à la société multiculturelle en n'y voyant que le fruit des préjugés ou de l'intolérance des uns à l'égard des autres. Plus profondément se manifeste une inquiétude mal maîtrisée face à ce qui est en train de se mettre en place sous les yeux de tous. On peut même dire que, pour les uns et pour les autres, l'inquiétude et l'hostilité découlent paradoxalement d'une prise de conscience de plus en plus grande de ce que la transformation des sources du peuplement européen entraîne définitivement dans son sillage.

La chose s'observe tout particulièrement dans l'aveu explicite d'une préoccupation à l'égard des identités individuelles ou collectives. Qui sommes-nous ? Avec qui vivons-nous ? En quoi sommes-nous différents des autres ? Dans quel genre de puzzle social trouvons-nous notre place et une suffisante reconnaissance de ce que nous sommes ? Toutes ces questions indiquent que la confiance que l'on peut avoir en soi-même n'est pas séparable de la présence des autres, de nos appartenances sociales et de la fiabilité qu'elles inspirent. Et que ce n'est pas parce que *nous* et les *autres* sommes réunis sur le même territoire que nous parvenons à mieux nous comprendre et à surmonter nos inquiétudes respectives. C'est même le plus souvent l'inverse qui apparaît : plus les différences deviennent immédiatement perceptibles dans la proximité, plus elles créent des difficultés.

D'où, comme l'actualité l'a déjà montré plus d'une fois, la multiplication d'épisodes lors desquels la caricature, l'offense, l'honneur bafoué ou le fait de se sentir bridé dans son expression, incompris, humilié ou insulté devient un aspect important du vécu au sein des différents groupes en présence. Pour tous cependant, une telle expérience conduit à poser une question qui ne peut être longtemps éludée : serons-nous capables de vivre ensemble dès lors que nous nous éprouvons comme méprisants, inquiétants ou même menaçants les uns pour les autres ?

Le besoin d'une culture démocratique

Pour ne pas se résigner au mépris ou à l'inquiétude et faire face aux dérives potentielles de cette situation, il est nécessaire de comprendre ce qui est en train de se passer au niveau collectif dans la phase que traverse actuellement notre société de plus en plus mondialisée. Ne fait que débiter une rencontre massive d'hommes, de femmes et d'enfants qui devront vivre au même endroit tout en se référant à des traditions, des coutumes ou des codes qui, d'une culture à l'autre, peuvent varier considérablement. Comment est-il possible de vivre en paix les uns avec les autres dans ce monde de différences croissantes ? Quelles différences peuvent-elles être admises et quelles différences doivent-elles être considérées comme intolérables ? Il n'y a pas de réponses toutes faites à ces questions et il s'agit donc d'approfondir ce que sont les exigences de la cohabitation entre les cultures différentes. Non seulement comme une démarche pacificatrice des lieux et des moments du partage de la vie quotidienne, mais aussi, d'un point de vue plus global, comme une exigence de la démocratie contemporaine.

A cet égard, il est important de dire que, dans son inspiration profonde, la démocratie ne se limite pas à l'organisation des institutions et des procédures d'élaboration de la décision politique à laquelle on la réduit souvent. Elle est bien plus que

cela et porte précisément en elle les ambitions de la nouvelle culture nécessaire aujourd'hui : celle du dialogue et du débat des hommes et des femmes de la société multiculturelle, qui admettent que ni le monde ni même leur propre société ne sont peuplés d'individus pour lesquels n'existerait qu'une seule conception des choses, homogène et évidente pour tous. Il n'y a pas de culture universelle et la condition humaine s'exprime toujours dans la pluralité. Chaque culture n'est jamais que la résultante provisoire de ses métamorphoses. Il faut dès lors admettre que ce que l'on désigne par le mot *culture* n'existe pas comme une chose toute faite qui dirait d'emblée à l'humanité entière ce qu'elle est ou doit être. En réalité, elle ne fait qu'en éveiller la question. Chaque culture représente un effort original pour atteindre l'universel dont aucune ne peut prétendre détenir le monopole. Ce qui n'exclut pas la recherche des valeurs partagées entre elles. La culture démocratique dont les sociétés mondialisées ont besoin est donc celle du débat qui permet à des individus et des groupes qui reconnaissent leurs différences, de vivre ensemble en sauvegardant ce que cette diversité contient de légitime ou, tout au moins, d'actuellement indépassable en dehors d'un coup de force de certains.

La culture démocratique se fait sentir comme une urgente nécessité parce que les bases sur lesquelles s'établissaient antérieurement les interactions mutuelles ont été rompues et que, dans notre *société d'éloignement*, les personnes coprésentes ne se connaissent pas assez pour développer une confiance suffisante entre elles. Or, la *confiance* - qui est une forme particulière du sentiment de *sécurité* - intervient à la manière d'un ingrédient indispensable de la vie collective. Elle constitue un lubrifiant essentiel des relations sociales parce qu'elle est pour ainsi dire dotée des mêmes vertus que la routine : l'automatisme de son fonctionnement permet que se déroulent de façon habituelle et prévisible un grand nombre d'activités relationnelles de la vie quotidienne. Dans un cadre de vie où les codes culturels d'un grand nombre de gens ont subi une délocalisation, le tissu social est partiellement défait et demande à être reconstitué en y instillant un sentiment de sécurité propice au développement de la sociabilité. L'établissement d'une confiance suffisante est précisément ce qui, par le dépassement des craintes que l'étrangeté inspire, permet la relocalisation en quoi consiste la reconstitution du tissu social. Et s'il s'agit ainsi de permettre à toutes les parties engagées dans la rencontre de se sentir sécurisées, c'est non seulement pour désamorcer d'éventuels conflits, mais aussi pour susciter l'engagement positif du plus grand nombre dans le développement d'un avenir commun.

Mais si la confiance n'est pas très répandue dans la société multiculturelle malgré la proximité de ses membres, c'est aussi parce qu'ils ne se rencontrent pas beaucoup et ne se connaissent donc que mal. Et si l'on ne peut pas raisonnablement escompter que, laissée à elle-même, la vie collective engendrera spontanément cette confiance qui fait défaut, comment deviendra-t-elle possible entre des gens qui, au départ, ne savent pas grand-chose les uns des autres ? Sur quoi la confiance pourra-t-elle reposer et qu'est-ce qui parviendra à la faire exister ? N'étant pas donnée, elle demande donc d'être inventée et gagnée. L'obtention de cette confiance doit alors être vue comme un projet auquel décident de s'atteler ceux qui perçoivent la nécessité de créer ses assises.

Construire la confiance en un avenir commun

Il revient assurément aux pouvoirs publics d'établir certaines des conditions collectives du développement de la confiance. C'est même actuellement une de leurs missions urgentes que de prendre des initiatives qui fassent exister sa possibilité dans l'environnement social. Et cela, non pas seulement pour parer aux risques des conflits sociaux que la défiance culturelle nourrit, mais aussi parce que de nombreux aspects de la gouvernabilité des sociétés démocratiques pluralistes dépendent de leur suffisante cohésion. Et pour les Etats de l'Union européenne, on peut dire en outre que se trouve engagé à cet égard le problème de leurs propres populations qui, nouvellement réunies par la mondialisation, sont en train de se projeter dans un système identitaire en pleine transformation. Dans vingt ans ou dans trente, qu'auront en partage les différents segments qui composent la population de ces pays ? Mise à part la logique du marché et de la consommation - dont on connaît les effets sociaux d'inclusion pour certains mais d'exclusion pour d'autres - quels seront les ressorts de leur monde commun ? Si la restauration de la confiance doit être vue comme un problème de régulation politique essentiel, c'est bien parce que la cohésion de toute société implique que, au-delà du jeu des forces contradictoires qui la traversent inmanquablement, se forme néanmoins une identité civique suffisante et partagée établissant le rapport de chacun à la collectivité.

Il faut toutefois constater au bilan actuel de la situation dans les différents pays de l'Union européenne, que les interventions des pouvoirs publics s'avèrent bien en-deçà de ce qui serait nécessaire à l'établissement de la confiance instauratrice d'un nouveau monde commun. Il est vrai que les principales organisations sociales qui servent de canal à la formation de l'opinion publique et dont dépend finalement la mise en œuvre d'une politique de restauration de cette confiance, le plus souvent défendent spontanément et prioritairement les positions déjà acquises par les anciens établis dans le cadre d'action de l'Etat national. A partir de là, c'est fort classiquement *l'intégration des immigrés* plutôt que *la réintégration de la société globale* que continue de viser l'action des pouvoirs publics.

On parvient de cette façon à la conclusion qu'il ne faut guère s'attendre à ce que ce soient les politiques publiques qui, à elles seules, relèvent le défi face auquel nous nous trouvons. Cela implique comme corollaire qu'il faudra pouvoir compter sur l'intervention dont se montreront capables ceux et celles qui composent ce que l'on peut appeler les *minorités morales*. C'est-à-dire les individus et les groupes volontaires qui ne se résignent pas aux égarements de l'ignorance, qui incite toujours à la méfiance. On ne saurait assez souligner l'importance que revêt l'intervention de ceux et de celles qui, à partir de leurs convictions, sont déterminés à ne pas faire passer leur point de vue ou avantage au premier plan, et qui pèseront autant que faire se peut dans le sens de l'instauration de ladite confiance.

C'est donc aussi à partir du voisinage immédiat, des immeubles, des rues, des quartiers, des villes ou des régions où on ne vit jamais isolé que la confiance doit prendre corps dans les rencontres suscitées par les individus et les groupes disposés à aller vers les autres. Par leur engagement dans le dialogue face à face et une mutualité d'expériences partagées, s'établit et se fortifie une zone de compréhension

entre des identités différentes en même temps que le sentiment d'une fiabilité réciproque. De cette façon, une chose essentielle se met en place : un circuit d'échanges et d'estime, sorte d'*institution politique invisible* qui prépare une *table de conversion* entre les symboles sociaux propres aux différentes cultures. Cette action pratique menée par des individus au départ distants les uns des autres mais qui trouvent en eux-mêmes la possibilité de leur rencontre, est ce qui tisse mieux que toutes les théories les liens d'une nouvelle communauté de destin.

L'interpellation chrétienne

Dans la mesure où la tradition évangélique se veut attentive à l'accueil et au respect de l'autre et où, actuellement, la situation pluriculturelle dans notre pays contient en outre une évidente dimension plurireligieuse, on peut penser que celles et ceux qui s'inscrivent dans cette tradition se montreront particulièrement sensibles aux nouvelles exigences de l'heure. Ceci d'autant plus que l'on sait que, si la religion peut être une source de défiance, son expérience vécue et partagée peut aussi être un instrument d'organisation de la confiance par la continuité qu'elle entretient entre le passé, le présent et le futur. Enfin, parce que l'universalisme dont se revendique le christianisme n'a en principe pas d'intérêts politiques et économiques particuliers à défendre, ceux qui s'en inspirent devraient normalement se retrouver nombreux parmi les minorités morales résolues à rendre la société multiculturelle capable de faire cohabiter en un ensemble cohérent des groupes d'origines différentes.

Par le passé, divers groupes et mouvements d'inspiration chrétienne ont déjà manifesté leur sensibilité à cette nouvelle exigence et pris des initiatives qui vont dans le sens du dialogue interculturel et/ou interreligieux. La tâche ne fait cependant que commencer, puisque les nouvelles sources du peuplement européen continueront à faire parvenir en Europe des millions d'individus originaires d'ailleurs. Ce sera assurément une cause permanente d'incompréhensions et de tensions avec lesquelles il faudra vivre au cours des prochaines années. Son ampleur demande évidemment de démultiplier les démarches déjà entreprises.

A cet égard, le groupe de travail conjoint *Pax Christi-El Kalima* a pensé qu'il y avait là une responsabilité à prendre. Il a voulu apporter sa contribution en présentant un premier bilan réflexif sur la diversité des expériences déjà menées. Ainsi que cela a été dit dans l'éditorial, il ne s'est pas agi pour le groupe de parvenir à un inventaire exhaustif des initiatives existantes. Il ne s'est pas agi non plus de fournir une synthèse des questions qui se posent au sein de la société multiculturelle, ou encore d'exposer *in extenso* les visions optimistes ou pessimistes, les craintes ou les espoirs que peuvent avoir les uns et les autres à propos de cette société. Notre propos a plutôt été de réfléchir sur le travail déjà accompli, de faire le point à propos des expériences et des initiatives significatives menées par des individus, des groupes ou des mouvements, et qui vont dans le sens de la confiance à instaurer et du dialogue interculturel à développer. Au travers d'une réflexion tant sur les différents objectifs poursuivis par les uns et les autres, que sur les succès obtenus et les écueils rencontrés, nous avons essayé de faire ressortir ce que semblent être les *bonnes pratiques* dans ce domaine. Celles qui, dans leurs principes et leurs méthodes,

s'avèrent stimulantes et peuvent être inspiratrices pour tous ceux et celles qui voudraient prendre des initiatives et aller de l'avant.

2. Le dialogue interculturel et interconvictionnel

Tour d'horizon des initiatives prises par les pouvoirs publics

A. Le contexte historique

On l'a déjà dit, il est de la mission des pouvoirs publics d'établir les conditions structurelles favorisant l'instauration d'une confiance suffisante entre les différents segments de la population. Un regard rétrospectif sur les trente dernières années montre que les entités fédérées de la Belgique (Etat fédéral, Communautés et Régions) ont certes apporté leur contribution à cet égard. Toutefois, c'est le caractère tardif de leur intervention qui ne manque pas de poser question. Il ne se comprend sans doute que comme la conséquence de ce que, durant de nombreuses années, la Belgique fut un pays d'immigration qui ignorait l'être. Les autorités publiques restèrent longtemps persuadées que l'immigration ne constituait qu'un phénomène provisoire et réversible, lié à un déficit temporaire de main-d'œuvre. Elle n'apparaissait donc pas comme une composante significative du devenir national et n'exigeait aucune prise en charge particulière.

Cela ne signifie pas qu'aucune initiative n'ait été prise. Mais il n'y eut cependant aucune perspective d'ensemble. De multiples initiatives localisées ou ponctuelles existèrent certes dans les domaines de l'accueil, du logement ou de la scolarisation des jeunes, mais sans vision politique d'ensemble, de persévérance ou de coordination. Jusqu'en 1974, les crédits alloués à ce qui est alors appelé « l'accueil et l'insertion des immigrés » restèrent très faibles. Inscrits au budget du Ministère de l'Emploi et du travail, ils servirent, outre au financement de « conseillers moraux et religieux » qui en absorbaient à eux seuls la moitié, à soutenir ce qui s'apparentait plutôt à des expériences promues par des travailleurs sociaux volontaristes qui étaient parvenus à capter l'attention des pouvoirs publics et à recevoir leur soutien.

Ce n'est qu'à partir des années 1980, lorsque les immigrés déjà présents multiplièrent les démarches significatives de leur stabilisation, que la nécessité d'une politique systématique « d'intégration des immigrés » commença à être perçue. Ainsi, au niveau fédéral, c'est avec la première réforme du code de la nationalité (1984) et la création du Commissariat royal à la politique des immigrés (1989) que l'on peut considérer que débute la mise en œuvre de cette politique. Sa manière de prendre en considération les différences culturelles ne trouvera ses orientations que très lentement et s'élaborera dans le cadre des différents niveaux de pouvoir définis par la réforme de l'Etat fédéral belge.

Par ailleurs, la mise en œuvre de cette politique migratoire par l'Etat belge doit aussi se comprendre en tenant compte du cadre supranational dans lequel s'inscrit le pays. A cet égard, il faut évidemment mentionner l'impact de la politique commune d'im-

migration et d'asile progressivement mise en place, tant bien que mal, par l'Union européenne.

L'élaboration de cette dernière découle principalement de la libre circulation interne des personnes, qui exigeait une coopération intergouvernementale des Etats membres pour parvenir au contrôle des frontières extérieures. Elle a pris naissance au moment de la signature de l'*Acte unique* en 1986 et a connu des développements successifs lors des traités de Maastricht en 1992 et d'Amsterdam en 1997. Les analystes sont en général d'accord pour dire que cette politique des « normes minimales » a veillé davantage aux intérêts des souverainetés nationales qu'aux droits des personnes migrantes. Elle s'est néanmoins traduite dans une extension de nouveaux droits à tous les ressortissants de l'Union et des Etats tiers légalement installés. Elle a également amené les Etats membres à compléter leur législation garantissant le principe de l'égalité de traitement et, en transposant des directives européennes, à renforcer leur politique anti-discriminatoire et répressive du racisme.

Le traité d'Amsterdam en particulier a été l'occasion de fournir une nouvelle base juridique à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ainsi que sur la race, l'origine ethnique, la religion et les convictions. Quant au tout récent Traité de Lisbonne, dans son article 15b sur le fonctionnement de l'UE, il introduit une nouvelle disposition dans les Traités européens. « Reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique », il s'engage à « maintenir un dialogue ouvert, transparent et régulier » avec les personnes et/ou organisations représentatives des différentes religions et convictions reconnues en Europe.

On peut donc dire que, au niveau normatif, l'Europe a malgré tout été un élément moteur. Elle n'a toutefois pas contribué à la reconfiguration réelle d'une nouvelle identité. Et les spécificités culturelles ou religieuses des individus, en particulier celles liées à l'islam, restent perçues comme des dangers pour l'identité européenne. Finalement, on constate que la politique de diversité culturelle que préconisent le Conseil, la Commission et le Parlement européens a du mal à se reprofiler localement, en raison des orientations fort différentes et même parfois divergentes que les Etats membres ont chacun forgé dans ce domaine depuis le 19^{ème} siècle.

Dans le cadre belge, un premier axe de cette politique s'exprime dans les modifications successives de la loi sur la nationalité. L'assouplissement progressif des conditions de la naturalisation aboutit en 2000 à une législation parmi les plus libérales d'Europe. Un second axe concerne la lutte contre le racisme, inaugurée par la loi de 1981 et révisée en 1994. Le manque d'effectivité de cette législation qui n'a amélioré que très marginalement la situation (près de 80% des plaintes en matière de racisme sont classées sans suite et seulement 15% de celles retenues font l'objet d'une décision judiciaire) a été souligné de nombreuses fois.

Un troisième axe rencontre, enfin, la question de la confiance au sein des rapports sociaux puisqu'il traite explicitement du « sentiment d'insécurité » qui s'accroît au sein de la population. Cet axe se traduira essentiellement dans de nouvelles orientations données à la politique de la ville. On y vise prioritairement les territoires

urbains où vivent un grand nombre d'immigrés et qui sont identifiés comme des « zones à risque ». De manière préventive sont organisées une lutte contre certains désavantages sociaux ainsi que, sous la forme de « contrats de sécurité », une tentative de réduction des risques liés à la délinquance des jeunes d'origine étrangère. On retrouve ici la trace des peurs inspirées par les émeutes urbaines de 1991 à Bruxelles.

Les initiatives publiques qui viennent d'être énumérées ont certainement eu des effets bénéfiques. Mais, pour ce qui regarde spécifiquement la question de l'instauration d'une confiance mutuelle, il faut souligner l'ambiguïté de leur démarche. La perspective « sécuritaire » de l'intervention des pouvoirs publics dans des « zones à risques » où sont localisés de nombreux immigrés revêt les accents d'une injonction paradoxale qui, d'une manière tout à la fois intégrante et excluante, leur dit : « Vous pouvez rester et nous voulons contribuer à votre intégration, mais tout irait mieux si vous n'étiez pas là ».

La prise en considération des différences culturelles connaîtra, quant à elle, une élaboration dans le cadre des Régions qui mettent progressivement en place des politiques relativement différenciées. Du côté flamand, elles se sont définies successivement, en 1998, autour de la notion culturellement très ouverte de *minderhedenbeleid* (politique des minorités) visiblement inspirée du modèle hollandais, pour en venir, en 2003, à celle plus restrictive et coercitive d'*inburgering* (citoyennisation). Du côté francophone, en Wallonie comme à Bruxelles, ce sont successivement imposées les notions de *cohabitation* (1989), puis de *cohésion sociale* (2004) qui, si elles entendent apporter une réponse aux discriminations sociales et économiques, dans une perspective d'inspiration républicaine française, ne disent par contre rien à propos de l'existence de minorités ethno-culturelles. Sans entrer dans les méandres de l'élaboration de ces notions, il faut néanmoins souligner qu'à partir de sensibilités différentes, elles ont paradoxalement abouti à des politiques publiques convergentes qui, pour l'essentiel, expriment les souhaits de la majorité plutôt que les attentes des minorités. Tout au long des trente dernières années, la gestion des problèmes liés à la diversité culturelle a continuellement suscité des controverses, et l'adoption d'un « multiculturalisme à la belge » repose sur des options pragmatiques qui tiennent compte des clivages traditionnels du pays. Il faut constater enfin qu'après une période caractérisée par la tendance à reconnaître la diversité culturelle, succède aujourd'hui un nouveau discours prônant plutôt une intégration conforme aux positions culturelles dominantes.

Les orientations politiques qui présidèrent aux trente dernières années se sont matérialisées, aux niveaux fédéral, des Communautés et des Régions, par divers organismes et initiatives en charge de leur mise en œuvre.

Au niveau fédéral, l'initiative significative la plus récente fut, à la demande de la Ministre Marie Arena en 2004, la mise en place de la *Commission du Dialogue Interculturel*. Sous la présidence des Ministres d'Etat Roger Lallemand et Annemie Neyts, un travail de réflexion et de recommandation mené avec de nombreuses personnalités de référence a débouché sur un rapport final déposé en mai 2005. Ce rapport affirme clairement que la Belgique est un pays multiculturel qui doit relever

le nouveau défi qu'est, pour lui, la transformation en pluralité active de la diversité culturelle issue des courants d'immigration. Il s'agit pour ce faire, dit le rapport, d'élaborer des politiques intelligentes, d'inventer un cadre institutionnel et tout un climat social permettant à ceux dont la culture d'origine est souvent non européenne, de vivre leur citoyenneté à part entière, mais aussi de permettre aux Belges d'origine européenne de les comprendre et de les accepter comme tels. Dans cette perspective, le rapport préconise notamment de ne pas confondre les questions culturelles et culturelles ainsi que de ne pas ethniciser des problèmes qui sont avant tout sociaux. Cependant, on retrouve aussi dans ce rapport les débats et les tensions qui continuent de se manifester entre les visions « universaliste-assimilationniste », d'une part, et « particulariste-communautariste », d'autre part, dans la définition de ce que devrait être une politique cohérente en matière d'immigration.

B. Quelques exemples d'acteurs publics

Parmi les organismes permanents les plus significatifs mis en place les trente dernières années, il faut mentionner (par ordre chronologique d'apparition) :

Le *Centre Bruxellois d'Action Interculturelle* (CBAI) mis en place dès 1981 sous le nom de Centre Socio-Culturel des Immigrés de Bruxelles. C'est la plus ancienne des initiatives exprimant la prise de conscience au sein des pouvoirs publics régionaux bruxellois de la dimension culturelle (et pas seulement économique) du phénomène migratoire. Les missions du CBAI sont explicitement tournées vers le dialogue interculturel et se développent selon quatre axes : la formation des professionnels de l'intervention en milieu multiculturel, l'information sur les réalités migratoires (centre de documentation et revue mensuelle), la diffusion culturelle (organisation d'événements et de manifestations interculturelles), le soutien au secteur associatif (auto-organisation des populations issues de l'immigration). En 2006, le CBAI est aussi devenu le centre régional d'appui à la politique de « cohésion sociale » (CRACS). *L'Agenda interculturel* est la revue mensuelle du CBAI.

Le *Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme* a été créé en 1993, prenant la succession du *Commissariat Royal à la Politique des Immigrés*, lui-même mis en place en 1989 à l'initiative du gouvernement fédéral. Depuis sa création, il constitue en principe un pôle de référence pour le gouvernement dans la définition de la politique belge en matière d'intégration des populations immigrées. Il s'est en tout cas d'emblée situé dans le débat opposant les partisans de leur « assimilation » pure et simple à ceux privilégiant le « respect des différences » ou « multiculturalisme ». En proposant la notion d'« insertion » des populations issues de l'immigration comme « une tâche de longue haleine », il a mis en avant la dialectique qui, dans l'action publique, doit associer l'assimilation lorsque l'ordre social l'exige et le respect des diverses expressions culturelles légitimes.

Parmi les missions du Centre, figure la promotion du dialogue entre tous les acteurs publics et privés concernés par les politiques d'accueil et d'intégration des immigrés. A cet égard, un important travail d'information et de sensibilisation au sujet de la diversité et de la multiculturalité est mené. Le Centre publie chaque année un rapport de ses activités qui est aussi une sorte de mémorandum de la situation dans

le pays. On y trouve l'expression équilibrée et la recherche du juste milieu entre une attitude de loyauté vis-à-vis des pouvoirs publics et la volonté de se tenir aux côtés des personnes et des groupes victimes de discriminations.

Les *Centres régionaux d'intégration* de la Région wallonne, au nombre de sept, sont situés à Charleroi, La Louvière, Liège, Mons, Namur, Tubize et Verviers. Ils ont été officiellement reconnus dans le cadre du décret régional de juillet 1996 qui définit institutionnellement leurs missions. Toutefois, plusieurs d'entre eux existaient déjà antérieurement sous la forme d'association de fait ou d'asbl, du temps où la Communauté française, au titre de l'éducation permanente, subventionnait diverses associations menant des actions culturelles au bénéfice des populations issues de l'immigration. Les centres régionaux wallons sont des structures locales de coordination et de concertation en matière de politique d'intégration, qui reposent sur la coopération entre les secteurs public et associatif. Parmi leurs divers domaines d'intervention sociale figurent explicitement la promotion des échanges interculturels et le respect des différences. Les centres sont fédérés dans la FÉCRI qui, notamment, publie un trimestriel, *Osmoses*, qui se présente comme « la revue de l'interculturalité en Wallonie ».

C. Les administrations communales

Des instances publiques aux attributions plus générales, telles que les administrations communales, sont aussi amenées à « faire de l'interculturel/de l'interreligieux » lorsqu'elles sont amenées à exercer les compétences suivantes :

- gestion du culte et des pratiques culturelles (création de parcelles musulmanes dans les cimetières, façon de sacrifier le mouton pour la fête de l'Aïd el kebir, heures de natation pour les femmes dans les piscines communales, permis de bâtir pour une mosquée etc.)
- gestion des conflits de voisinage entre personnes de cultures différentes
- création de maisons de quartier et d'écoles de devoirs à l'initiative des pouvoirs publics
- initiatives publiques en faveur de la rencontre entre différentes religions

D. Autres initiatives

Des initiatives explicitement interconvictionnelles ont été prises ces dernières années par des échevins, dans le cadre de leurs attributions en matière d'intégration et/ou de cultes. Celles-ci, étant assez similaires dans leur nature avec les initiatives interconvictionnelles prises par des groupes et mouvements ayant un enracinement confessionnel, sont reprises plus avant dans la brochure (p. 33) à la suite des initiatives interconvictionnelles issues de confessions et groupes religieux.

Citons enfin, pour mémoire, et même s'il ne s'agit pas d'une initiative interconvictionnelle en tant que telle, le fait que, dès les années 80, chaque président de la Commission européenne a jugé souhaitable d'instaurer un dialogue sur l'intégration

européenne entre, d'une part, les Eglises, les religions et les humanismes, et d'autre part, la Commission européenne. Cette tâche a été confiée au *Bureau des Conseillers de Politique européenne (BEPA)*. Dans l'état actuel des choses, il s'agit là de rencontres plutôt formelles ; mais elles témoignent à tout le moins de la conscience de la nécessité de prendre en compte la réalité d'une Europe religieusement plurielle. En témoigne également la qualification de l'année 2008 comme « Année européenne du dialogue interculturel ».

3. Le dialogue interculturel et interconvictionnel

Tour d'horizon des initiatives émanant de la société civile et sans attaches confessionnelles

Les rencontres « au sein de la société civile non confessionnelle » concernent surtout ce qui se passe aux niveaux des quartiers, comités d'habitants, de commerçants, etc. Les maisons de quartier associatives et toutes sortes d'associations sportives, culturelles, éducatives, médicales même, sont souvent amenées, dans les quartiers à forte population d'origine étrangère, à prendre en charge la dimension interculturelle, même dans le cas où ce n'est ou n'était pas leur objectif premier.

Nous citerons ici deux « locomotives » de l'interculturel, institutions ayant pignon sur rue et développant un travail de réflexion reconnu en la matière ; mais nous présenterons aussi quelques exemples significatifs des actions de terrain existantes, actions ayant un ancrage plutôt local mais dont le rayonnement peut être très large.

A. Les locomotives de l'interculturel

Parmi un très grand nombre d'organisations, de mouvements ou d'associations, on peut citer à titre d'exemples :

Le MRAX (*Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*) est le plus ancien et le plus connu des mouvements qui se sont donné pour tâche de lutter contre toutes les formes de rejet racial, xénophobe ou antisémite. Il occupe indéniablement une place historique au sein des mouvements qui s'opposent aux discriminations, haines et préjugés fondés sur la race, la nationalité, la langue, la culture, la confession religieuse ou les convictions philosophiques. Constitué en asbl depuis 1975, sa fondation remonte en fait aux années 1960 et s'inscrit dans la lignée d'anciens résistants et de militants juifs antifascistes qui, juste après la Seconde guerre mondiale, fondèrent l'Union des Juifs contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix.

Les années 1960, qui furent celles de l'arrivée en Belgique d'un nombre important de travailleurs immigrés d'origine méditerranéenne, mobilisèrent ces militants dans un domaine d'action où ils furent des pionniers. Le MRAX créa alors un service d'accueil pour les travailleurs étrangers à Bruxelles et, annuellement, y anima la « Semaine de l'Immigré ». Tout au long des trente dernières années, il s'est toujours agi pour ce mouvement d'actualiser la lutte contre toutes les formes d'exclusion en cherchant à en comprendre la source. C'est ce qui a fait de lui un lieu de référence pour tous ceux qui, aujourd'hui, se sentent concernés par la lutte et la mobilisation antiracistes. Situé lui-même au cœur des contradictions fortes qui traversent la société, depuis le 11 septembre 2001, le MRAX a lui-même fait l'expérience de ce que pouvaient être

les tensions qui, en interne, opposaient ses propres militants, selon qu'ils étaient prioritairement attentifs soit aux victimes « classiques » du racisme (comme celles de l'antisémitisme), soit aux formes émergentes du racisme (comme il apparaît dans l'islamophobie).

La *Fondation Roi Baudouin* développe depuis 1976 différents programmes contribuant à l'amélioration des conditions de vie de la population en Belgique. Parmi ceux-ci, le programme consacré au thème « migration et pluralisme culturel » entend favoriser l'intégration et la cohabitation multiculturelle en Belgique et en Europe.

Différentes méthodes de travail sont mises en œuvre pour ce faire : soutenir des projets et initiatives concrètes qui développent le dialogue interculturel, organiser des journées d'étude et des tables-rondes sur ce thème, mettre gratuitement à la disposition du public des publications de synthèse qui clarifient les enjeux de la société multiculturelle. Le site internet de la Fondation permet à tous d'acquérir gratuitement une documentation très riche sur divers aspects de cette réalité. Parmi les titres publiés ces dernières années : « Défis et opportunités d'une société multiculturelle », « L'islam et les musulmans de Belgique. Enjeux locaux et cadres de réflexion globaux », « Les soins de santé face aux défis de la diversité : le cas des patients musulmans », « Musulmans et non-musulmans : les nœuds du dialogue » etc...

Le travail accompli par la *Fondation Roi Baudouin* met bien en lumière que la cohabitation entre groupes culturels différents ne se réalise pas comme un processus « naturel », qu'elle implique que l'on se donne un terrain d'entente pour la vie commune. Est bien mise en lumière également la nécessité de donner à tous les outils pour penser et comprendre les fondements de la vie en société. Les « forums réflexifs » organisés par la Fondation montrent l'urgence qu'il y a à créer et à soutenir des « espaces de rencontres » entre les membres de la société multiculturelle.

Initiatives phares

Très nombreuses sont les associations et organisations oeuvrant au quotidien à l'intégration mutuelle des populations d'origine belge et d'origines étrangères. Nous en présenterons deux de manière un peu plus approfondie, pour leur exemplarité quant au type d'actions possibles.

Depuis plus de vingt ans, *Bouillon de Cultures* est une « maison de quartier » qui, au cœur du monde dit populaire à Bruxelles, promeut le droit à la différence, stimule les rencontres interculturelles et le métissage des liens sociaux. Attentive aux familles marquées par divers désavantages sociaux, cette association a d'abord voulu y apporter une aide spécifique (accompagnement scolaire, activités d'expression, de découverte et d'épanouissement tant artistiques que sportives, de soutien à l'insertion professionnelle). Mais, en même temps, il s'agissait de défendre le projet d'une société multiculturelle faite de respect et de rencontre entre communautés culturelles, de groupes sociaux et de générations différentes. A cette fin, furent organisés des camps entre familles de différentes origines, ou encore un « service traiteur *Sesam*», un atelier de littérature turque, des « fêtes à thèmes » et, en 2003, un événement de plus grande envergure que fut le « Festival des cultures ». Toutes

ces actions visent à favoriser des expériences de rencontres qui mettent à l'épreuve les valeurs et la capacité de tolérance de chacun.

Le *Collectif de Défense contre le Racisme et les Injustices à l'École* (CODIRE) est une association qui se donne pour objectif de défendre « nos jeunes » (ceux d'origine étrangère) lorsqu'ils sont confrontés à des injustices à l'école : refus d'inscription, résultats inéquitables aux examens, sanctions disciplinaires injustifiées. La conviction des membres du Codire est que ces traitements inéquitables sont le fait d'écoles qui, désirant se classer parmi les établissements de « haut niveau », cherchent à sélectionner leur population d'élèves en décourageant l'inscription des jeunes provenant des milieux socialement désavantagés ou d'origine immigrée. Ce genre de pratique repousse évidemment les jeunes issus de l'immigration vers des établissements considérés comme de moindre qualité. Il n'y a plus « égalité des chances » et la « bonne intégration » que veut promouvoir l'association est compromise.

Les perspectives d'action du Codire peuvent sembler moins directement orientées vers des pratiques interculturelles que vers l'ouverture et la démocratisation de l'école. Pourtant, ce genre d'association est bien expressive des contradictions et tensions propres aux sociétés pluriculturelles. Dans la mesure où, dans ces sociétés, la différenciation et la hiérarchisation sociales s'opèrent surtout sur la base du prestige culturel, une rivalité spécifique entre les segments majoritaire et minoritaire s'y instaure précisément autour de l'institution scolaire qui remplit un rôle de certificateur officiel des niveaux de la culture acquise par chacun. Le segment majoritaire de la population cherche dès lors à garder le contrôle sinon à monopoliser l'accès aux établissements dispensant les niveaux d'éducation les plus convoités.

En outre, dans les quartiers à forte présence immigrée de plusieurs villes du pays, de multiples associations, dont l'action demeure le plus souvent de portée strictement locale, animent diverses activités se situant à la frontière de l'aide sociale et du dialogue multiculturel. Ce sont le plus souvent des asbl reposant pour partie sur du bénévolat et qui, à la manière de « maisons de quartier », proposent des cours d'alphabétisation pour les adultes, de l'aide scolaire pour les enfants, des lieux de rencontres et d'échanges pour les femmes au travers d'ateliers de couture ou de cuisine etc. Il n'est possible que d'en citer l'une ou l'autre à titre d'exemple : les « Maisons Mosaïque » s'adressant aux femmes, créées en différents lieux du pays par le mouvement féministe d'action interculturelle et sociale *Vie Féminine* ; le projet social polyvalent « La Porte Verte-Snijboontje » à Molenbeek ; le projet d'éducation permanente en milieu populaire « C.TL.-Barricade » à Saint-Josse... Ce sont des activités de solidarité dans le coude à coude concret de la vie du monde populaire qui, dans toutes ces associations, forment le terreau à partir duquel le dialogue interculturel se noue.

4. Le dialogue interculturel et interconvictionnel

Tour d'horizon des initiatives prises par des groupes ou des mouvements ayant un enracinement confessionnel

Sans surprise, 80 % des cas de bonnes pratiques répertoriés dans notre recherche ont leur source dans des rencontres entre confessions ou convictions : chrétiens et musulmans (20%) ; chrétiens, autres chrétiens et incroyants (28%) ; initiatives interconvictionnelles (30%). Ces trois catégories englobent aussi bien des actions occasionnelles que régulières. Dans la mesure où les réponses aux interviews étaient assorties de conseils ou réflexions sur les succès ou les écueils de ces formes de dialogue, nous ferons écho à cette dimension affective ou évaluative.

Des initiatives très diverses et de portées bien différentes méritent d'être passées en revue.

A. Des groupes de « chrétiens avec des musulmans »

D'une part, il y a des individus, celles et ceux qui, souvent à partir d'une sensibilité déjà ancienne aux questions de l'immigration, font le constat que demeure aujourd'hui un grand déficit de connaissance mutuelle et concrète. Ils ont la conviction que cette méconnaissance est l'une des sources principales de préjugés et de tensions. Ce qui, notamment, rend les rapports interreligieux difficiles. Ils se disent préoccupés de l'urgence qu'il y a à « construire des ponts », c'est-à-dire combler ce déficit dans le contexte social et culturel actuel. Ils se sont constitués en groupes à partir de l'initiative privée de chrétiens, de musulmans, ou de chrétiens et musulmans ensemble (*Fraternité islamo-chrétienne, Equipe de foyers islamo-chrétiens, Groupe de Strepv-Bracquegnies*). Souvent de petite taille, informels ou peu institutionnalisés et de portée locale, les couples religieusement mixtes y tiennent une place significative. Ils s'orientent plutôt vers les rapports interreligieux. Dans un cadre qui recherche la confiance et sous la forme modeste de rencontres périodiques orientées vers l'échange fraternel à partir d'un thème fixé de commun accord, ils partagent leurs connaissances, opinions et expériences. Ils peuvent aussi occasionnellement, en collaboration avec d'autres, être à l'origine d'initiatives publiques (conférences, pétitions, communiqués, diffusion de documents...) s'adressant à un public plus large.

D'autre part, il y a des initiatives d'origine privée, mais constituées en associations, avec des objectifs plus larges et formalisés. Leurs activités revêtent une certaine ampleur et plus de systématisme. Leur portée est locale, régionale ou même nationale. Leur visibilité sociale leur donne une valeur symbolique plus évidente.

Il peut s'agir - comme dans le cas d'*El Kalima* ou comme, pour un aspect de ses activités, de *Kerkwerk Multicultureel Samenleven* - d'un travail d'information et de sensibilisation des chrétiens en vue de susciter leur ouverture et compréhension des « autres ». Cela se réalise au travers de pratiques diverses qui favorisent surtout les contacts et échanges entre chrétiens et musulmans : rencontres, conférences, animations scolaires, sous-groupes thématiques, interventions répondant aux demandes d'autres associations ou organismes. Ce genre d'initiative exige évidemment de disposer d'un minimum d'infrastructure : local, moyens financiers, secrétariat et personnel (rétribué ou bénévole). Il recourt aussi régulièrement à l'édition de brochures ou de bulletins périodiques. Les choses peuvent prendre une dimension plus systématisée encore, en allant, par exemple, dans le sens de la formation de certaines catégories professionnelles comme les enseignants ou les agents pastoraux. Ajoutons qu'*El Kalima*, prenant acte des évolutions de notre société multiculturelle, se donne désormais aussi pour objectif l'information des musulmans sur la foi chrétienne.

Il peut s'agir, par ailleurs - comme dans le cas de la *Réunion-délégation Eglise catholique et Union des Mosquées* - de rencontres périodiques entre certains agents pastoraux, imams et prêtres. Au travers d'une structure plus ou moins formalisée mais dont la portée symbolique est importante, ils font exister à Bruxelles des moments de rencontres entre les mondes catholique et musulman institués. L'objectif poursuivi ici (tel que formulé à ses débuts en février 2002) est de stimuler les échanges entre les responsables religieux locaux et d'ouvrir les communautés au dialogue, au rapprochement et à d'éventuelles initiatives communes (veillée de prière, journée portes ouvertes, action pour la paix), de s'entraider en s'informant mutuellement des initiatives intéressantes pour tous et/ou des difficultés rencontrées.

B. Des groupes de « chrétiens avec d'autres, croyants et incroyants »

Ce peut être une activité spirituelle et festive, ponctuelle et strictement locale, comme *Noël à l'église du Béguinage*, par laquelle un groupe paroissial catholique, sensible aux dimensions actuelles de la mondialisation au sein d'une « ville globale » comme Bruxelles, tente de repenser sa liturgie de la Nativité d'une manière inter-convictionnelle et d'ouvrir son espace aux sensibilités non exclusivement européennes. Une telle démarche concerne évidemment au premier chef ces catholiques eux-mêmes et elle rencontre nécessairement la contrainte du cadre de la liturgie catholique qui se réfère à une confession particulière. Mais en utilisant la thématique de Noël d'une manière élargie et même métaphorique, elle tente néanmoins l'ouverture à l'universalité des convictions religieuses différentes et apporte une contribution au dialogue interreligieux.

Ce peuvent être, à une autre échelle, les actions menées par la *Communauté Sant'Egidio* qui, à partir de son expression à Bruxelles d'une ONG internationale, développe des initiatives visant à la promotion du dialogue et de la coopération entre les civilisations différentes, particulièrement par la promotion d'une culture de la paix et contre la peine de mort à laquelle le dialogue interreligieux peut concourir.

Une autre ONG internationale, le *World Council for Religions and Peace (WCRP)*, focalise surtout son action sur l'éducation des enfants et des jeunes à cette promotion d'une culture de paix. L'opération « Tambours pour la paix » en est un exemple assez connu. Le site internet de son antenne belge met également en avant le travail en réseau avec les différentes religions et convictions.

Dans la même ligne, le *Mouvement chrétien pour la paix (MCP)* organise, dans différentes villes du pays, des rencontres ou conférences ou même des voyages à l'étranger qui visent à mieux comprendre le rôle que jouent les diverses religions dans la dynamique sociale de la justice et de la paix. Dans cette perspective, le dialogue interreligieux, qui acquiert de plus en plus de poids dans le traitement des problèmes de justice et de paix, est vu comme un instrument devant faire comprendre comment les religions peuvent être instrumentalisées en vue de justifier les guerres et fanatiser la violence.

Justice et Paix est une organisation non gouvernementale d'inspiration chrétienne qui a pour but de promouvoir la paix et la défense des droits humains. Son axe principal de travail est de faire comprendre les situations de conflit, d'y proposer des alternatives politiques, et de sensibiliser et mobiliser le public au développement d'une culture de paix dans la société et dans le monde. La question des rapports humains entre des groupes culturellement différents trouve aussi sa place dans ce cadre.

Justice et Paix mène actuellement un travail de réflexion sur les relations entre chrétiens et musulmans, en interrogeant les imaginaires respectifs des uns et des autres, ce qui les alimente, et la manière dont il est possible de les faire évoluer, notamment par la mise en place d'un projet de rapprochement politique à l'échelle européenne. Le groupe de travail réuni autour de ce projet rassemble des chrétiens et des musulmans. Cette recherche aboutira en 2008 à la publication d'une brochure et sera poursuivie par des interpellations politiques.

Pax Christi Wallonie-Bruxelles, est une association d'éducation permanente d'inspiration chrétienne dont le but est de promouvoir la paix, la non-violence et la réconciliation dans notre société et dans le monde. Une de ses priorités actuelles est l'examen de l'évolution de la mixité sociale et culturelle dans la société belge. C'est dans ce cadre que Pax Christi mène un travail de réflexion, en collaboration avec le Centre El Kalima, sur les pratiques de dialogue interculturel et interreligieux. La brochure « Comprendre et agir dans la société multiculturelle » est le fruit de cette collaboration.

L'Université de Paix constitue depuis 40 ans un centre de formation et de réflexion où l'on cherche à faire connaître les moyens pour prévenir la violence. Son axe principal de travail porte sur l'apprentissage d'une gestion positive des conflits. Elle aussi développe actuellement diverses activités par lesquelles elle contribue à la réflexion sur le devenir des relations sociales au sein de la société devenue pluri-culturelle et multireligieuse. C'est le cas avec son groupe de travail sur les relations entre musulmans et non-musulmans dans notre société. Il étudie toute une série de thèmes, dans ce domaine, notamment les images réciproques que se font d'eux-mêmes et des autres les chrétiens et les musulmans, le rôle de l'école, etc. On y

développe également un projet visant à la formation des « promoteurs de dialogue » entre musulmans et non-musulmans.

De son côté, le *Centre de formation Cardijn* (CEFOC), à l'échelle de la Communauté française, développe des programmes de formation destinés aux milieux populaires qui associent de plus en plus souvent des personnes (formateurs ou en formation) originaires de différentes cultures. Plusieurs groupes interculturels locaux ont aussi été mis en place au cours des dernières années, drainant notamment de nombreux musulmans. Ici, la démarche proposée est d'entrer de manière volontaire dans des apprentissages systématisés (à l'aide d'initiation aux approches philosophique, théologique et des sciences sociales) aux différents aspects de la société pluriculturelle et pluri religieuse.

Au niveau local bruxellois, *Bruxelles Accueil-Porte Ouverte* veut susciter l'accueil sous toutes ses formes de toute personne résidant dans cette ville, quelle que soit sa culture, son origine, ses opinions philosophiques ou religieuses. Cet objectif se traduit concrètement par une « boutique d'accueil » dans le centre-ville où quiconque en demande d'informations culturelles, sociales ou religieuses est bienvenu et où la personne de contact cherchera à répondre aux demandes avec, si nécessaire, l'aide d'une équipe polyvalente et multiculturelle. L'implantation du centre-ville est aussi un centre d'informations, de documentation et de rencontres sur le plan spirituel à partir duquel les demandeurs peuvent être orientés vers des lieux qui répondent à leurs attentes. Enfin, un important service d'interprétariat social a été mis sur pied (SISBA) au sein duquel les associations en contact avec les migrants tout comme les personnes faisant partie des minorités ethniques peuvent trouver une aide efficace dans les domaines de l'interprétation et de la traduction.

On peut encore inclure dans ce type d'activité celle de *Axcent Brussels Interlevens-beschouwelijk Centrum* qui, au départ d'une initiative de dialogue interreligieux en milieu paroissial catholique (quartier du Béguinage), s'est transformée et constituée en une association pluraliste qui développe des rencontres interconvictionnelles variées. En dehors de toute perspective de prosélytisme, on veut s'y inscrire dans la richesse et la complexité religieuses et convictionnelles de la métropole. Le dialogue entre personnes d'identités différentes, selon Axcent, est à Bruxelles une nécessité d'information et de respect réciproque qui ne concerne pas seulement les chrétiens et les musulmans, mais également les juifs, les bouddhistes, les sikhs, bahias et humanistes laïques. Au travers de la parole dans des conférences et débats, mais aussi des moments de silence transconfessionnels et des moments festifs (repas, événements artistiques et musicaux), différentes traditions spirituelles trouvent la possibilité de se faire connaître dans ce qu'elles ont de meilleur.

Aux groupements de ce type, il conviendrait d'ajouter ce que l'Eglise catholique comme telle prend comme initiatives au travers de réalisations ponctuelles et locales (exemple : « *Oser le dialogue* », semaine interreligieuse et interconvictionnelle du diocèse de Tournai en 2005) ou de la mise en place d'une structure permanente d'intervention en matière d'interculturalité (exemple : *Kerkwerk Multicultureel Samenleven - Beweging voor interculturele samenlevingsopbouw van de Vlaamse*

Kerkgemeenschap qui développe une large gamme d'activités dans les différentes régions de la partie flamande du pays).

C. Des groupes agissant comme « musulmans »

Il s'agit ici de groupes qui développent certaines actions de communication et d'information sur ce qu'ils sont, font ou offrent comme services qui peuvent intéresser la population d'une société multiculturelle et multireligieuse.

Ainsi, le *Centre Islamique et Culturel de Belgique*, à Bruxelles, développe des activités qui se rattachent au dialogue interculturel, comme l'organisation de journées portes ouvertes, la visite commentée de la mosquée du Cinquantième, diverses contributions à des rencontres avec d'autres associations désireuses d'approfondir divers aspects de la cohabitation entre communautés différentes, la participation avec des organisations gouvernementales à des séminaires et colloques pour le dialogue interreligieux. Le *Centre* organise, en outre, des cours de langue arabe et d'initiation à l'islam ouverts à tous.

De leur côté, *Les Amis de l'islam* expriment la position mystique au sein de l'islam, telle qu'elle a été développée par la communauté soufie « alawiyya », créée en Algérie du temps de la colonisation et présente en Belgique depuis 1982 sous la présidence de Cheikh Khaled Bentounès. Le groupe, réuni autour de cet artisan du dialogue interreligieux cherche à créer, avec des membres d'autres convictions et en référence aux « Livres sacrés », un espace de dialogue et de rencontre spirituelle dans un climat d'ouverture aux différentes cultures, philosophies et traditions religieuses. Dans ce but, sont organisés des séminaires et conférences. Les Amis de l'islam organisent aussi avec des partenaires des cycles de rencontres (par exemple la série « Ensemble construisons des ponts » mise sur pied avec El Kalima et les Sœurs de Sion, rencontre annuelle thématique qui a débuté en 1997 et qui rassemble des croyants et non-croyants de toutes origines.

Du côté des musulmans d'origine turque, on peut mentionner également l'*IDP (Intercultureel Dialoog Platform - Plate-forme de dialogue interculturel)* qui pilote une école de devoirs ouverte à tous, diffuse des programmes interreligieux en référence à la pensée soufie de l'écrivain et humaniste musulman Fethullah Gülen et organise des ateliers-rencontres avec des associations rattachées à d'autres religions, sur des thématiques partagées (le jeûne, la vie après la mort, la famille, la prière, les intercesseurs, etc.)

D. Des initiatives interconvictionnelles n'émanant pas d'une confession

Ainsi que nous l'avons brièvement évoqué précédemment, des projets interconvictionnels ont été mis sur pied ces dernières années à l'initiative de responsables politiques.

Le *Groupe de rencontres et d'actions inter-religieuses* de Charleroi (GRAIR) est une initiative publique, née en 2002 sous l'impulsion de Mme E. Druart, échevine de la famille, de l'intégration et de la solidarité de la ville de Charleroi. Il est formé de membres qui y participent non pas à titre personnel mais comme les représentants mandatés de leur courant religieux ou philosophique et il fonctionne comme une commission opérant dans le cadre de l'Echevinat qui met à sa disposition les moyens logistiques nécessaires (locaux, courrier, secrétariat, publications...). Formé à l'origine de représentants des religions juive, chrétienne(s) et musulmane, il demeure ouvert à la participation d'autres courants philosophiques reconnus en Belgique. L'inspiration du groupe est celle de l'ouverture de l'intelligence et du cœur au dialogue et à la tolérance en travaillant ensemble au métissage des cultures à partir des valeurs communes des femmes et des hommes de religions et convictions différentes. Pour tous les citoyens de Charleroi, dans des quartiers qui sont devenus des lieux de rencontres interculturelles et interreligieuses, il s'agit de promouvoir le vivre ensemble, l'intégration et la solidarité en puisant dans les traditions, spiritualités et textes sacrés respectifs.

Diverses commissions de réflexion et de suggestions ont été mises en route par le GRAIR (justice, éducation, famille), des conférences, parcours-découvertes de différents lieux de cultes et expositions thématiques sont organisés (religions, laïcité, citoyenneté et multiculturalité).

La *Plate-forme interconvictionnelle de l'échevinat des cultes de la ville de Bruxelles* est une autre initiative publique, née sous l'impulsion de Mme Ch. Noël, échevine des cultes de cette ville. Dans leur libellé, les objectifs poursuivis sont fort semblables à ceux du GRAIR dont on vient de parler et on n'en répétera pas l'énoncé. L'accent est néanmoins davantage placé ici sur la nécessité, pour les 52 associations partenaires de l'initiative, d'entrer résolument dans l'action et dans le dialogue sur les convictions religieuses de chacun, qui sont le lieu de la paix intérieure en même temps qu'elles incitent à rechercher la paix avec les autres. Une telle dynamique de communication volontaire doit réparer de longs siècles d'ignorance, d'hostilité et d'intolérance entre les religions. La chose est considérée comme une nécessité publique dans une ville cosmopolite comme Bruxelles, désormais carrefour de relations mondiales. Il s'agit de rendre visible et tangible l'effort de toutes celles et ceux pour qui le dialogue interconvictionnel est une exigence de l'heure.

La *Plate-forme* veut être un espace ouvert à l'échange des idées, des savoir-faire et des pratiques des différentes associations membres. Elle accorde des subsides (modestes) et une contribution logistique aux différentes associations par l'intermédiaire de l'échevine qui est parvenue à faire voter l'article « dialogue interculturel » au budget de la ville de Bruxelles. Elle a ainsi soutenu l'organisation par El Kalima d'une « semaine interconvictionnelle » nourrie de multiples manifestations publiques. La rencontre annuelle « Construisons des ponts » a aussi bénéficié d'un soutien de la Ville de Bruxelles en 2005 (thème retenu : « Se rencontrer pour mieux se connaître », et en 2006 : « Ma conviction, chemin d'ouverture »).

Le projet d'une structure appelée Bruxelles-Espérance, sur le modèle de Marseille-Espérance en France, a aussi été lancé en son temps par l'ancien ministre régional bruxellois Jos Chabert.

5. Réflexions sur les initiatives en cours

A. Quelques constats

Ce qui apparaît lors de ce premier regroupement en catégories, repris synthétiquement dans le tableau ci-dessous, c'est la fréquence significative du type de rencontre « à plusieurs ». La réalité de terrain montre que la rencontre interculturelle n'est pas nécessairement confinée à la rencontre « à deux », même si le dialogue avec les musulmans et l'islam se trouve au coeur du débat. Dans le vaste champ des projets mis en place, à la base tout comme au niveau des plus hautes instances de décision politique, le tête à tête avec l'islam est élargi pour y inclure d'autres confessions et convictions.

Tableau 1. Types d'acteurs et cadre organisationnel

1	Pouvoirs publics	9
2	Organismes permanents publics	3
3	Société civile non confessionnelle	10
4	Chrétiens et musulmans	20
5	Chrétiens avec autres croyants et incroyants	27
6	Musulmans	2
7	Initiatives interconvictionnelles	29
	(Nombre de pratiques = 135)	100 (en %)

Déjà beaucoup d'initiatives positives

Qu'il s'agisse de particuliers, d'associations ou d'institutions publiques, il existe déjà une multitude d'engagements dans le domaine de la rencontre des cultures. On assiste dans certains quartiers à un foisonnement d'associations qui oeuvrent ou militent pour que le mixage des cultures se fasse dans le respect et l'appréciation mutuelles. Dans ces associations, on retrouve coude à coude des professionnels du social et des personnes qui ont délibérément choisi la cohabitation avec des « étrangers », convaincues que le métissage des cultures, en rue et à l'école, est un facteur d'enrichissement pour elles-mêmes et leurs enfants, même si cela comporte des risques éducatifs.

Au travers de cette gamme diversifiée d'initiatives, parfois ambitieuses mais le plus souvent modestes, on observe le travail de réflexion et d'intervention déjà en train de s'accomplir en vue de répondre aux nouveaux défis de la société multiculturelle. C'est là une sorte de travail de la société sur elle-même, au travers duquel elle prend progressivement la mesure de ses propres transformations et conscience de ses nouvelles conditions culturelles d'existence. Sous toutes ses formes, ce travail participe à une indispensable mise en mouvement des mentalités qui, nécessairement, précède toute réforme des institutions sociales anciennes (religieuses, politiques, éducatives) qui avaient été conçues pour une société culturellement homogène. Cette homogénéité culturelle ne caractérise plus notre société. Le travail de réforme des institutions sociales devra se déployer dans la longue durée, tant il est vrai que les mentalités se transforment lentement et que ces institutions font la preuve d'une grande inertie.

Tous les acteurs sont à la recherche de méthodes adaptées à la situation nouvelle dans laquelle ils se trouvent. La valeur pédagogique du mouvement hip-hop (break-dance, rap, tags) est ainsi expérimentée par un professeur de religion dans une école à discrimination positive. C'est dire si nos interlocuteurs ne manquent ni d'audace ni d'imagination.

J'ai été sensibilisée par ma fille au mouvement « hip hop ». J'apprécie la philosophie qui le sous-tend, faite de non-violence et de respect. Je vois dans ce mouvement une majorité de jeunes d'origine musulmane et qui ne boivent pas. J'utilise cette philosophie en classe, et son succès est pour moi un signe d'espoir

Une prof de français, La Providence, Anderlecht

Des administrations communales engagées

Dans beaucoup de communes, on se réjouit de constater l'approche plus humaniste du pouvoir communal dans la gestion des conflits entre communautés. Dans ces administrations-là, on n'hésite pas à engager des agents d'origine étrangère (parfois jusqu'à 50% du personnel). On constate aussi qu'un nombre de plus en plus grand de mandataires communaux sont d'origine étrangère. Dans la plupart des cas, ceux-ci font montre de maturité et d'une totale indépendance d'esprit par rapport aux leaders religieux des communautés dont ils sont issus.

On peut particulièrement se féliciter de la naissance de groupes interculturels à vocation citoyenne, lorsqu'ils sont soutenus par des régions ou des villes. Le dialogue

interreligieux qui est parfois à leur origine, s'est ouvert très vite à la dimension interconvictionnelle, regroupant ainsi des personnes croyantes et d'autres qui ne se reconnaissent dans aucune confession.

B. En relisant quelques interviews

Il est maintenant utile de se demander comment, à partir de l'expérience qu'ils ont acquise au fil du temps, les responsables et animateurs des réalisations que nous avons présentées voient eux-mêmes le travail accompli, ses points forts ou ses faiblesses, ce qu'enseigne le passé et ce qu'exige la poursuite d'un chantier à peine ouvert.

Il faut se donner du temps

C'est précisément la dimension de la *longue durée* qui transparaît tout d'abord dans ce que disent la plupart d'entre eux : il faut y être disponible dans le long terme, il faut prendre le temps, ne pas agir trop vite, avoir la patience de tisser des liens d'amitié et d'estime qui, dans le domaine multiculturel, viennent avant l'expression abstraite des façons de voir. Etablir la confiance n'est pas concevable dans la précipitation mais exige, au contraire, des contacts interpersonnels qui s'inscrivent dans le temps.

La rencontre suppose en effet un effort constant de décentrement. Ce n'est qu'en se rencontrant souvent, dans une atmosphère de confiance, que l'on parvient peu à peu à déconstruire les représentations imaginaires que l'on se faisait de l'autre. Si ce travail de longue haleine bénéficie de l'accompagnement de personnes-ressources très motivées, ce sera certainement une garantie supplémentaire de réussite.

Il faut pouvoir prendre le temps. C'est maintenant que je peux récolter les semences de ce qui a été semé il y a 20 ans, il y a 30 ans parfois. Et même au quotidien, il faut apprendre à entrer en relation. Il faut éviter les questions trop personnelles, au départ, plutôt inviter à s'asseoir et demander : « Comment va ton père ? ... ta mère ?... ton frère ? » Construire une approche, qui dit la courtoisie et permet à l'autre de se sentir reconnu. Ici, en Belgique, on croit que tout doit être rapide. Mais les femmes que je soigne, par exemple, dans ce quartier, elles marchent lentement...

Une médecin travaillant en Maison médicale, Bruxelles-Ville

Remarquons en passant que ce temps à prendre va à l'encontre de la vision habituelle de l'efficacité. Et que rendement et résultat sont attendus de certaines associations qui ne sont pas auto-financées et doivent justifier leur subventionnement.

L'expérience humaine au coeur de la rencontre

Créer des espaces de rencontres où la confiance s'instaure, disent-ils en outre, ce n'est pas d'abord organiser des lieux ou des moments de confrontations intellectuelle et abstraite entre différentes façons de concevoir le monde. Cela est parfois possible, peut certes être utile ou même nécessaire, mais plus tard. La rencontre à partir de laquelle la confiance naît réside plutôt dans la possibilité que l'on donne à des gens d'origines diverses de se retrouver ensemble autour d'une expérience humaine concrète et riche de bonne volonté mutuelle. Car les grandes discussions théoriques prématurées deviennent souvent contre-productives en ce qu'elles sont souvent peu propices au débat égalitaire. C'est donc au travers d'une action, fût-elle modeste, mais menée en commun que, au-delà des mots, naît l'estime des uns pour les autres. Non pas parce que l'action serait plus clairvoyante que la pensée, mais parce qu'elle est le lieu où, avant de s'exposer, les valeurs s'éprouvent et la vérité profonde de chacun apparaît.

C'est cela d'ailleurs que met particulièrement en évidence l'expérience de la rencontre entre les cultures différentes en milieu populaire. Souvent, les rencontres personnelles ont ouvert le chemin, avant l'engagement dans des associations de terrain. Ce sont les partages interpersonnels qui réussissent et qui doivent être promus à partir de questions qui touchent les gens dans leur vie quotidienne. C'est dans un coude à coude où l'on affronte des questions de vie que le partenariat prend forme. Alors que dans le face à face de discussions théoriques sur des thèmes abstraits, on en vient très vite à une forme ou l'autre d'affrontement entre les cultures, dans le coude à coude d'une difficulté partagée ou d'une tâche menée en commun apparaissent une curiosité réciproque et des échanges sereins de points de vue.

Des attitudes respectueuses

Si des affrontements surgissent, il est clair qu'ils ne se régleront pas seulement par la discipline (à l'école par exemple). Il y faut aussi du respect, de l'humour, de la politesse.

A l'inverse, toute forme d'entretien intrusif, ainsi que les questions trop personnelles, doivent être bannies du dialogue. De toute façon, connaître « tout à fait » l'autre n'est pas possible.

Des occasions propices

Entre personnes de cultures différentes qui s'ignorent au départ ou même se méfient les unes des autres, comment une action commune devient-elle possible ? Ce sont souvent des grandes causes humanitaires ou des événements tragiques (au niveau local ou plus vaste) qui se trouvent à l'origine d'une telle action. Car c'est le choc provoqué par de grandes détresses humaines qui, chez beaucoup, fait apparaître un sentiment de solidarité qui dépasse les divergences d'opinions ou même de convictions.

Mais ce peuvent être aussi des moments de fêtes (religieuses ou pas) ou des événements survenus dans un quartier qui justifient que l'on invite des gens de

cultures différentes à découvrir leurs voisins lors d'un repas autour d'une même table. Fête ou pas, la table et le repas participent d'ailleurs toujours à la symbolique conviviale du partage et de l'égalité, qui aide à surmonter les craintes et les hésitations que la pure confrontation d'idées inspire aux timides et aux moins instruits. De cette façon, on ne vise pas d'abord l'échange entre de purs esprits rationnels, mais une rencontre qui prend la forme d'un partage entre gens ordinaires et qui commence déjà dans sa préparation. Il est à noter que « le premier pas » ne consiste pas toujours à inviter l'autre chez soi ; parfois, c'est se rendre chez lui, dans le lieu qui lui est propre qui est le geste décisif.

Des promoteurs motivés et compétents

L'éclosion émotive des débuts ne suffit toutefois pas et le dialogue interculturel demande un approfondissement des raisons pour lesquelles les uns et les autres décident de poursuivre une action commune. Il est important, pour quiconque veut s'engager dans le dialogue, d'analyser son désir propre de rencontres interculturelles. Pourquoi ? Pour quoi ? Pourquoi vouloir cela ? Un véritable travail sur soi est nécessaire, pour dégager dans ses engagements : la part de l'attrait de l'exotisme, la fascination de l'étrangeté, les relents de paternalisme, la mauvaise conscience face au passé colonial... du côté des « anciens Européens ». Les interviews évoquent aussi d'autres sources de tensions possibles, lorsque les acteurs du dialogue sont issus de l'immigration : il faut faire la part du besoin de reconnaissance ; de l'ambivalence par rapport à une « communauté d'origine », à une « société d'accueil » et à leurs interrelations. Certains de nos interlocuteurs pointent chez des partenaires ou collaborateurs des jeunes générations un esprit revendicatif en matière de spécificité culturelle ou religieuse, voire le désir d'en remontrer aux autres.

Ce n'est qu'après l'analyse par les acteurs de leurs motivations propres (analyse qui doit pouvoir se répéter à chaque malentendu expérimenté) que le travail de rencontres interculturelles pourra se faire avec un minimum de joie, et non pas par devoir, prosélytisme ou vocation mal comprise.

Ce sont le savoir-faire, l'esprit d'ouverture et la sensibilité à autrui qui rendent certains capables d'identifier les moments où une cause commune est susceptible de rassembler au-delà des différences et des méfiances. Mais, parce qu'il s'agit d'un travail de longue haleine, l'expérience enseigne qu'il y faut de la patience et de l'obstination. Il faut vraiment vouloir que cela tienne. Et pour cette raison, il faut chercher à y associer dès le départ des individus qui, parce qu'ils y croient, seront capables de relancer les choses si nécessaire.

Veiller à l'équilibre

Pour que puisse s'installer un climat de confiance, une attention particulière doit être accordée aux signes tangibles de traitement équilibré des personnes et des sensibilités et convictions. Il faudrait, dit une de nos sources, que tout dialogue se fasse selon le principe de réciprocité.

La moindre des choses est ainsi de tenir compte des divers calendriers pour les heures de prière, les jours de jeûne et de fête. Dans les rencontres interreligieuses, négliger un temps de prière pour les chrétiens alors qu'on prévoit ce temps pour les musulmans par exemple, risque de devenir un contre-signe.

Selon le type d'initiative en jeu, une attention spécifique à l'une ou l'autre donnée aidera à la fluidité des échanges. Dans une association de quartier mobilisée pour une action citoyenne précise, par exemple, c'est l'encouragement à la prise de parole de chacun qui sera prioritaire. Dans une rencontre plus formelle où des communautés culturelles ou religieuses sont appelées à se rencontrer en tant que telles, il est important de faire droit aux différentes tendances qui sont présentes dans chaque communauté, et de veiller à ce qu'elles soient représentées dans le dialogue.

Le dialogue interculturel est une démarche de mise à l'épreuve. Dans la mesure où chacun y risque sa fragilité, réelle ou supposée, il polarise des peurs : peur d'être envahi, peur d'être écrasé, peur d'être contraint. Il arrive qu'un groupe donné ne participe pas à une rencontre parce qu'il ne se sent pas en force et craint d'être minorisé.

C'est ainsi qu'échouent par exemple des soupers de Ramadan organisés par des associations, parce qu'en dehors des animateurs, il n'y a pas assez de non-musulmans présents.

Pour les musulmans, minoritaires en Belgique, le plus grand écueil au dialogue est la peur de perdre leur identité arabo-musulmane. Le désir de préserver cette identité se manifeste parfois par du mépris des autres cultures et de l'agressivité verbale. Et puis, il y a de l'ambivalence. Le même jeune pourra dire « J'suis pas un 'Flamand' » pour frimer devant ses copains et, s'il est contrôlé par la police : « Je suis Belge, m'sieur ».

Une étudiante à l'ULB, marocaine, musulmane

Pour le dire autrement, la rencontre interculturelle ne s'improvise pas. Elle demande préparation et évaluation, et il n'est pas rare qu'une initiative échoue parce qu'elle a été mal préparée, parce que les associations de terrain n'ont pas été prises en compte dans la démarche, ou parce que les institutions censées garantir la réussite de l'initiative ne lui ont pas témoigné l'intérêt attendu.

S'adjointre des figures de référence ?

Par ailleurs, pour que l'action prenne de l'envergure, il faut aussi essayer, dans toute la mesure du possible, d'y adjoindre des personnes qui ont une influence dans leur communauté, qui y sont des figures de référence capables d'entraîner l'adhésion d'autres. Car une difficulté constante du dialogue interculturel est de parvenir à y entraîner les petites gens de la base - ceux qui dans la population immigrée ont peu d'instruction ou sont même proches de l'analphabétisme -, le paradoxe étant ici que, pour s'aventurer au dehors de leur communauté d'origine, ceux-là ont précisément besoin de la réassurance fournie par des « figures de référence ».

Associer des figures de référence au dialogue interculturel est certainement une manière d'asseoir son crédit et, par là, d'assurer sa plus large diffusion dans le tissu social. Plus d'un animateur de groupes et d'associations souligne toutefois l'ambiguïté que peut entraîner la présence de telles figures : celle de l'instrumentalisation de l'action multiculturelle au profit d'une cause particulière. Car les figures de référence ne sont pas toujours des personnes désintéressées ou insensibles aux bénéfices secondaires de leur présence. Lorsqu'il s'agit de mandataires politiques, le risque ou la crainte d'une récupération électorale se manifeste régulièrement. Tout comme d'ailleurs peuvent se développer, mais dans l'autre sens, les sollicitations clientélistes de certains à leur égard. Lorsqu'il s'agit de personnes fortement marquées par une appartenance religieuse, la crainte devient celle d'attitudes apologétiques ou même d'un prosélytisme plus ou moins explicite.

Chacun garde sa spécificité

Ce sont les risques d'instrumentalisation de l'action multiculturelle qui amènent un grand nombre d'animateurs d'associations à insister sur la clarté qui doit présider à ce genre d'entreprise. Il faut tout d'abord bien savoir qui on est soi-même, ne pas l'oublier, le minimiser ou le dissimuler sous les apparences d'une vaine neutralité. Il faut faire positivement état de son identité, sans pour autant chercher à l'imposer à travers un prosélytisme inconscient ou dissimulé. Il y a là une question de loyauté préalable et nécessaire entre les partenaires du dialogue : ne pas chercher à convaincre ou à convertir l'autre à son propre point de vue.

Un jour, pendant le cours de religion, j'ai parlé de la Résurrection. Deux élèves ont ricané entre elles : « Tout ce que vous racontez, ce sont des bêtises ». J'ai quitté la classe en disant que, si on se moquait de moi, la confiance était cassée. Peu après, les élèves sont venues me chercher et on a pu discuter paisiblement.

Une prof de français et religion aux Ursulines, Molenbeek

L'échange doit se faire dans le respect mutuel, mais il est évident que l'on ne peut pas être empathique vis-à-vis de tout. Si le dialogue ne tolère pas le prosélytisme, il n'a rien à gagner non plus du syncrétisme ou du melting pot. Il faut éviter l'unanimité, le consensus mou qui noie les échanges. Dans le dialogue, chacun garde donc sa spécificité et c'est à partir de ce qu'il y a en elle d'incitation à l'ouverture que l'on choisit d'agir avec d'autres différents de soi. Savoir écouter avec respect une autre position que la sienne ne veut pas dire que l'on s'y rallie. Et poursuivre l'échange implique une volonté d'équilibre entre ses propres convictions et l'ouverture aux convictions des autres. Tout en étant parfaitement clair sur le fait que certaines positions ou pratiques de « l'autre » demeurent provisoirement incompréhensibles et même inacceptables pour « soi », mais que c'est en ne coupant pas le dialogue et en construisant des projets communs que l'on se donne les meilleures chances de parvenir à un accord final.

Une pierre d'achoppement à l'intérieur des initiatives : l'interprétation des interdits alimentaires

On a beaucoup parlé ces dernières années des tensions créées par les interprétations divergentes données au port du voile par les femmes musulmanes. Nous n'y reviendrons pas ici.

Il semble que de nombreuses écoles et associations affrontent une autre question vécue sur le mode des « limites acceptables » : la question de l'interprétation des interdits alimentaires. Des réponses se cherchent, à une question souvent posée sous la forme de « Jusqu'où fait-on droit à une spécificité culturelle dans une collectivité ? ». La viande halal doit-elle remplacer la viande non-halal dans les cantines d'écoles ou de groupes en contact avec des musulmans ? La question a pris une résonance nouvelle avec le fait que la question est parfois moins mise en avant par les bénéficiaires de services (élèves, public touché par une association) que par certains collaborateurs et membres du personnel musulmans travaillant dans ces services. Et la crainte est visiblement, pour les non-musulmans, de finir par se voir imposer un comportement que l'on n'a pas choisi (tout le monde mange halal parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour faire deux types de plats).

S'il ne nous appartient pas de promouvoir l'une ou l'autre solution (provisoire ?) apportée à cette question, il peut être utile de rappeler le principe énoncé plus haut : « L'échange doit se faire dans le respect mutuel, mais il est évident que l'on ne peut pas être empathique vis-à-vis de tout. Poursuivre l'échange implique une volonté d'équilibre entre ses propres convictions et l'ouverture aux convictions des autres. C'est en ne coupant pas le dialogue et en construisant des projets communs que l'on se donne les meilleures chances de parvenir à un accord final ».

Distinguer culture et religion

A ce dernier propos, il convient de rappeler que les cultures et les religions ne sont pas des choses qui se recouvrent totalement. Même si les frontières entre culture et religion sont parfois difficiles à établir - particulièrement dans le cas de l'islam qui constitue de loin la confession religieuse la plus importante au sein de l'immigration -, il faut maintenir que les confrontations théologiques ne sont pas du même ordre que celles des cultures dès lors que l'on veut être attentif à ceux qui ne se définissent pas par une conviction religieuse mais séculière et laïque. La chose a toute son importance dans un contexte où, non sans raison parfois, les militants de la libre pensée croient pouvoir déceler chez les croyants une tendance à former un front interreligieux qui fasse barrage à l'impact culturel de la laïcité.

Un écueil redoutable : les contentieux historiques et la situation au Moyen-Orient

Les consciences collectives ne sont pas les mêmes, sur des faits historiques tels que les Croisades, ou plus récemment le sort fait à l'Empire ottoman et la colonisation. En est-il de même pour les « Latinos » à propos des Conquistadors et du traitement réservé aux populations indiennes d'Amérique du Sud ? Pour les Juifs sur la Shoah ? Pour les Arméniens sur le génocide de 1917 ?

S'il n'est pas en notre pouvoir de réécrire l'histoire, il faut en tous cas avoir à l'esprit l'existence de ces mémoires blessées, dans un processus de dialogue.

Presque tous nos interlocuteurs estiment que le processus de rencontre confiante entre la population autochtone et les populations d'origine arabo-musulmane est gravement et durablement grevé par le pourrissement du conflit israélo-palestinien et les nombreuses tensions au Moyen-Orient, la plus grave étant la guerre en Irak. Or, certains types de rencontres refusent catégoriquement toute référence à ces grands conflits internationaux, et toute prise de position à leur égard. Un refus excessif de s'engager est alors vécu comme un manquement à nos propres valeurs de justice et de respect du droit, et est source de nouvelles frustrations.

C. Petits conseils pratiques et trucs en vrac

Certains de nos interlocuteurs tiennent à rappeler, même si cela paraît une évidence, que ce sont d'abord des réflexes élémentaires qui favorisent l'art de vivre ensemble. Des petits gestes, des sourires, des conversations amicales dans les transports en commun, sur le pas de sa porte, dans la file au supermarché, sont un bon début.

L'aide administrative (aider quelqu'un à remplir des papiers) est repérée comme un bon moyen de nouer des contacts.

On peut dire la même chose de la pratique d'un sport collectif entre jeunes de nationalités différentes (football, basket).

Regarder ensemble des documents vidéo ou des reportages sur des sujets qui ressortissent de plusieurs traditions, encourage la multiculturalité.

En milieu populaire, les réunions interculturelles auxquelles sont associés des enfants ont plus de chance de réussite.

Avoir soi-même un(e) ami(e) réfugié(e) change le regard sur l'ensemble de la question.

Il faut relancer sans cesse la demande de participation : demander l'avis de personnes d'origines différentes sur des sujets mobilisateurs est toujours gratifiant pour elles, mais il « faut y aller ».

Et, last but not least, il faut y trouver vraiment du goût. Si la rencontre ne procure pas aussi des satisfactions, du plaisir, de la joie, du bonheur, aux protagonistes, ceux-ci ne pourront tenir dans la durée.

D. Quelques grandes questions...

Les religions, facteurs de conflits ou facteurs de paix ?

Par ailleurs, alors qu'on serait en droit d'attendre que les grandes confessions religieuses mondiales apportent une contribution d'apaisement dans les conflits culturels du monde présent, quelques épisodes récents de la vie collective semblent

indiquer qu'il n'est pas donné à l'avance qu'il en aille ainsi. La difficulté tient notamment au fait que, en tant que « grands monothéismes révélés », le christianisme comme l'islam continuent l'un et l'autre à éprouver des difficultés plus ou moins grandes à se situer avec réserve dans l'espace culturel « relativiste » que constitue le pluralisme démocratique. Un contexte dans lequel ces monothéismes réalisent difficilement que, de fait, il ne va plus de soi que quiconque puisse s'y considérer comme la source ultime qui illumine à elle seule l'erreur ou la partialité des autres. Pourtant, si dérangement que soit cette nouvelle situation pour les deux monothéismes ancestraux, leur contribution pacificatrice aux conflits culturels de ce temps devra nécessairement en passer par une expression plus modeste d'eux-mêmes et par l'abandon de leur vieille ambition d'unifier les différentes cultures sous leur égide.

Faut-il que les religions traditionnelles se laïcisent pour se rapprocher de nos valeurs ?

Si la question se pose avec acuité pour les musulmans, elle se posera aussi pour la religiosité populaire des Latino-américains, pour les coutumes africaines, et de manière générale pour les adeptes de groupes évangélistes, de plus en plus nombreux eux aussi dans l'immigration récente.

Un de nos interlocuteurs suggère de tenter de susciter progressivement un islam européen qui arriverait à conjuguer les préceptes religieux de l'islam et les valeurs dites universelles : séparation de l'Eglise et de l'Etat, égalité dans les relations hommes-femmes etc. On n'y arrivera qu'après bien des crises, par la proximité géographique et le débat. Car il est un fait que la cohabitation incite à comparer, à imiter et à homogénéiser ; les enfants des migrations successives ont progressivement copié les attitudes et les normes des jeunes « de souche ».

On sait aussi que la laïcité lit et interprète certains comportements religieux, des musulmans par exemple, avec sa grille de perception du monde chrétien – et vice-versa. Les relations entre monde croyant et laïcité sont donc appelées à évoluer encore, mais les préjugés des uns et des autres prendront du temps à s'estomper. Il faudra prendre en compte cette difficulté dans le lancement des initiatives futures.

Ce qui est requis des chrétiens

Pour ce qui concerne le christianisme en particulier, sans doute faudrait-il qu'il admette que cette exigence de modestie appelle de sa part une expression profondément transformée de ce qu'il a toujours considéré comme sa dimension « missionnaire ». Car ce ne sont pas seulement les composantes conquérantes et dominatrices de son ancien prosélytisme - celui qui marcha la main dans la main avec l'entreprise coloniale - qui ont perdu toute légitimité. C'est aussi qu'il n'y a de toute évidence pas de sens non plus à ce que le christianisme continue d'intervenir dans l'espace des conflits interculturels contemporains, comme s'il était la seule identité forte capable d'absorber toutes les autres en vue de les réconcilier. C'est au

sein d'un monde sécularisé, reconnu comme tel dans sa consistance propre et son autonomie, que le christianisme a à se proposer aujourd'hui. Cela ne signifie nullement que le christianisme serait désormais appelé à se taire en se privatisant. Mais bien que sa parole y apparaîtra comme porteuse d'un sens éventuellement estimable, si elle procède de la conviction plutôt que du dogme de ceux qui prétendent, a priori, en savoir plus que quiconque. Dans cette ligne, doté de droits non pas supérieurs mais égaux à ceux qui, comme lui, sont soucieux de l'avenir humain, le christianisme pourrait utilement aujourd'hui faire valoir son ralliement complet à l'idée d'un espace public laïcisé, au sein duquel les uns et les autres peuvent se confronter sans se redouter. Ce faisant, et sur base de ce que fut pour tout le monde la terrible expérience historique des guerres de religion, il donnerait non seulement la preuve d'en avoir médité les leçons, mais aussi de sa capacité de dépouiller de toute réminiscence coloniale ou eurocentriste l'idée d'universalité, essentielle pour lui et dont il a tenté tant mal que bien de témoigner depuis ses origines. Promoteur d'espace laïcisé de liberté pour le dialogue entre les diverses visions du monde, il s'investirait ainsi dans une mission réellement au service de tous.

E. Et des souhaits non moins grands

Nombreuses sont les personnes et associations à estimer que les initiatives ne sont pas encore assez nombreuses en matière de rencontres et de dialogue interculturels. Si certains quartiers de Bruxelles sont « quadrillés » d'associations qui jouent le jeu de l'interculturalité et aident au maillage de l'espace social, d'autres quartiers se vivent comme « abandonnés » des pouvoirs publics et des initiatives privées. Les rancoeurs et les méfiances mutuelles peuvent y croître rapidement. La présence d'associations dynamiques est un facteur de stabilisation sociale d'un quartier.

Le dialogue doit s'étendre, des jeunes nous le rappellent, aux juifs et aux laïcs et ne pas s'enfermer dans le binôme chrétiens-musulmans. Cette demande relativement nouvelle est aussi le signe de l'arrivée à maturité de nouvelles générations, plus sécurisées quant à leur identité et donc plus aptes à une démarche d'ouverture vers le moins connu.

Ces deux invites témoignent à suffisance que le dialogue interculturel, malgré les défis auxquels il est confronté, a de beaux jours devant lui ; tous les acteurs ont conscience qu'il est irremplaçable dans la construction de la société de demain.

F. Un cas particulier : le dialogue interreligieux

Beaucoup de personnes interrogées reconnaissent qu'il est difficile, dans certains cas, de distinguer le « religieux » du « culturel ». Pourtant, il nous semble possible de trouver dans leurs réponses quelques éléments éclairants pour un dialogue, au niveau des religions concernées.

Pour ce que nous avons pu en voir, les questions concernant la foi et les croyances religieuses « stricto sensu » ne constituent pas le sujet principal des « bonnes pratiques », ou du moins pas dans l’immédiat. La compréhension de l’autre, la reconnaissance de son identité, la connaissance des us et coutumes, des sens différents donnés aux choses, des manières différentes d’écrire l’histoire, les discriminations et traitements inégaux, le racisme, les manières de combattre et prévenir ces derniers phénomènes... sont le plus souvent le sujet de ces bonnes pratiques. Mais peut-être ces thèmes constituent-ils un préalable aux échanges concernant la foi et la religion ?

Tableau 2. Thèmes et questions abordés

1.	La vie quotidienne, le voisinage, l’apprentissage de la « civilité »	19
2.	La rencontre et le dialogue interculturel ; la question des identités	55
3.	Foi et croyance, religion et sens, mort et « au-delà »	26
	Nombre de pratiques comptabilisées = 135	100 %

On l’a dit, du côté de la laïcité, la tentation est grande d’interpréter les comportements religieux de groupes nouvellement présents dans notre société (les musulmans par exemple), à la lumière des préjugés nés du contentieux historique avec le catholicisme. Du coup, les tenants de la laïcité insisteront sur la nécessaire séparation entre l’Etat et les religions, même lorsque ces religions sont reconnues par l’Etat. Ils diront que les pouvoirs publics n’ont pas à consulter les autorités religieuses, qui ne lui sont pas des partenaires, dans la gestion de la société. Pour eux, seuls les individus croyants peuvent éventuellement être consultés sur l’une ou l’autre question. Pourtant, des colloques sont organisés sur « Les religions dans l’espace public » avec comme thème, par ex : « Comment les religions se situent-elles, peuvent-elles s’exprimer et être soutenues par l’Etat, sans discrimination ? ».

Soulignons aussi que le dialogue théologique à la base, entre les religions, débute à peine. L’on en est encore au stade où chacune des parties présente aux autres ce qu’elle croit et essaie de comprendre ce que l’autre ou les autres croi(en)t. Avec des groupes privilégiés, il est parfois possible d’aller plus loin, tout en veillant à éviter la polémique. L’analyse des réponses montre que cette attitude est plus aisée à adopter dans les rencontres spirituelles. Il y est plus facile, par exemple, de faire droit aux diversités ethniques et culturelles qui se retrouvent dans chaque groupe religieux. Une approche mystique du religieux peut aussi plus facilement s’y exprimer.

Le but du dialogue interreligieux, rappellent les personnes interrogées, n’est pas le syncrétisme. Il faudra donc être attentif à des craintes qui s’exprimeraient, à l’occasion de ce dialogue, de perdre une partie de son identité.

Par ailleurs, c’est parfois à cause d’un acte de racisme survenu à l’encontre d’une communauté religieuse, que les responsables pastoraux de différentes appartenances se rencontrent et se solidarisent. Il existe aussi des lieux où ils dialoguent

de façon délibérée et régulière (prêtres, pasteurs, imams et rabbins, conseillers laïcs).

Certains affirment avoir retiré le plus grand bien d'avoir participé à un culte autre que le leur, dans le lieu de culte des autres. Mais à d'autres moments, il sera préconisé que les diverses religions en présence se réunissent dans un lieu commun neutre, sur un même thème, dans le respect de leurs traditions propres et pour un même but. Dans les réunions interreligieuses, il est important en tous cas de respecter les heures de prières imposées (juifs, musulmans), et de prévoir aussi des temps de prière pour les chrétiens. Veiller à l'équilibre des temps de prière permet de garantir aussi un équilibre des débats. Par ailleurs, rendre possible la prière des autres en aménageant l'espace et l'horaire d'un lieu de prière, est une bonne chose. Cela peut aller, dans les pratiques rencontrées, jusqu'à l'aménagement d'une chapelle de faculté universitaire en lieu de prière polyvalent.

Il s'agit cependant de mettre en garde contre les joutes oratoires entre porte-paroles de religions différentes. Ces joutes ne peuvent mener qu'à des impasses, même si ce style fait le succès de « cassettes » qui se répandent massivement en milieu populaire (sur les marchés par ex.). La volonté de prouver que l'on a raison est contre-productrice de dialogue.

Parfois, des rassemblements plus nombreux peuvent produire de vraies rencontres entre religions et convictions philosophiques. Journées de réflexion, parcours des lieux de culte, marches pour la paix, cortèges commémoratifs ou veillées de solidarité avec les réfugiés, permettent à un large public de participer à un dialogue interreligieux et interculturel. Cela n'est pas négligeable, étant donné la difficulté de faire participer la base au dialogue.

Répetons qu'il est essentiel d'éviter d'instrumentaliser les rencontres interculturelles au service de tel ou tel prosélytisme. Dans ce sens, il nous semble important de rapporter la phrase d'un pasteur protestant : « Le moteur des rencontres interculturelles n'est pas l'évangélisation ».

Un point de vue musulman sur les difficultés du dialogue interreligieux

J'aimerais présenter un bref aperçu de certaines raisons qui rendent l'établissement du dialogue difficile pour les musulmans. Les mêmes raisons sont aussi la cause de la mauvaise compréhension de l'islam aujourd'hui.

(...) Beaucoup de musulmans croient que les politiques occidentales sont conçues dans le but d'affaiblir la puissance musulmane. Cette expérience historique mène même les musulmans instruits et consciencieux à croire que l'Occident poursuit l'agression systématique qu'il a commencée il y a plus de mille ans contre l'islam et, pire encore, avec des moyens bien plus sournois et plus sophistiqués. Dans la suite, l'appel au dialogue de l'Eglise engendre beaucoup de soupçons.

En outre, le monde musulman entra au XXe siècle sous la domination directe ou indirecte de l'Europe. La chute de l'Empire ottoman, le défenseur et le plus grand représentant du monde musulman, fut aussi causée par les attaques européennes.

(...) L'islam est également vu comme une idéologie politique, car il a représenté la plus grande dynamique lors des guerres d'indépendance des musulmans. C'est ainsi que certains l'ont identifié comme une idéologie d'indépendance. L'idéologie tend vers la séparation, tandis que la religion signifie l'union grâce à l'illumination de l'esprit avec la croyance, à la satisfaction et la sérénité du cœur, à la sensibilité de la conscience et à la perception à travers la vraie expérience. Par sa nature, la religion comprend des vertus essentielles telles que la foi, l'amour, la pitié et la compassion. La réduction de la religion à une idéologie politique agressive et à une idéologie d'indépendance des peuples, a érigé des murs entre l'islam et l'Occident et a entraîné une mauvaise compréhension de l'islam.

La représentation historique de l'islam par la chrétienté a aussi découragé nombre de musulmans d'entamer le dialogue interreligieux. Pendant des siècles, les chrétiens ont décrit l'islam comme une version sommaire et falsifiée du judaïsme et du christianisme, et ont considéré le Prophète comme un imposteur, un escroc ordinaire ou ingénieux, l'Antéchrist, ou encore comme une idole adorée par les musulmans. Certains livres récents l'ont même dépeint comme un personnage aux idées étranges, convaincu qu'il devait réussir coûte que coûte, et qui aurait eu recours à tous les moyens possibles pour atteindre le succès.

Fethullah Gülen, *Nécessité du dialogue interreligieux : une perspective musulmane*,
Editions du Nil, 2006

6. Conclusion

Le caractère cosmopolite ou multiculturel de notre société est aujourd'hui un fait inéluctable. Le défi n'est plus, comme on le pense peut-être encore trop souvent, l'intégration des immigrés. Le défi du présent et des décennies à venir est celui de la réintégration de la société globale. Cette tâche ne peut être le fait des seules politiques publiques, toujours dépendantes des réalités budgétaires et des fluctuations des opinions publiques, toujours entravées par les lourdeurs institutionnelles. Il est important que des citoyens responsables, ce que l'on a appelé plus haut des « minorités morales », s'impliquent de multiples manières et à tous les niveaux pour créer entre toutes les composantes de la population les conditions de respect et de confiance qui rendent possible la vie en commun.

Beaucoup d'initiatives sont déjà à l'œuvre dans ce sens. Nous en avons présenté un certain nombre, sur la base d'une enquête certes pas exhaustive, mais assurément significative. Nous avons appelé « bonnes pratiques » des actions, des rencontres, des manières de faire qui ont un effet positif avéré et qui peuvent servir d'exemples et d'inspiration.

De ce tour d'horizon se dégagent quelques constantes dont tout projet nouveau, et plus généralement toute politique réaliste devra tenir compte. Tout d'abord l'importance du facteur temps : la confiance ne s'obtient pas par un coup de baguette magique mais se construit patiemment au long de contacts répétés. Car l'histoire des « bonnes pratiques » est d'abord l'histoire de relations humaines, de personne à personne, et de la collaboration d'hommes et de femmes qui travaillent ensemble à favoriser la compréhension mutuelle et à améliorer la vie sociale. Des chemins de vie très heureux peuvent commencer par des rencontres fortuites, des occasions dont on a su profiter. Mais rien ne se fera sans la résolution et la compétence de personnes qui peuvent jouer un rôle de promoteurs dans cette éclosion d'initiatives. Il y faut de l'enthousiasme mais surtout de la patience, de la conviction mais surtout de l'écoute et du respect.

Car le dialogue entre personnes de cultures différentes ne peut éviter les étonnements, les désarrois et, en réaction, le risque de durcissement et de repli. Toute diversité culturelle n'est pas nécessairement bonne ; essayer de la comprendre n'est pas nécessairement s'y rallier. Nous sommes tous, par contre, des êtres humains, et chaque personne inaliénable est appelée à construire sa vie, portée par ses appartenances mais non enfermée en elles. On peut avancer ensemble, construire la confiance, moyennant un très grand respect mutuel.

Dans cet ensemble, le dialogue interreligieux proprement dit est un cas particulier mais qui ne peut être séparé de tout le reste. C'est en principe la rencontre la plus profonde et la plus forte. Mais elle est aussi la plus difficile. Si l'on dépasse le niveau de l'information mutuelle qui en reste aux rites et pratiques, l'on doit éviter l'écueil du syncrétisme et prendre garde à ne pas buter sur une discussion stérile. La vaine opposition de deux prosélytismes n'est pas du dialogue ! Un vrai échange

interreligieux ne peut fleurir en vérité que sur le terreau de solides relations interpersonnelles, quand, ayant vécu et travaillé ensemble, on a envie de partager ce qui nous fait vivre au plus profond de nous-même...

Comprendre et agir dans une société multiculturelle est donc une entreprise de longue haleine. C'est une aventure parfois difficile, qui oblige à des remises en causes douloureuses de son point de vue tout en exigeant une grande constance dans la démarche. Soyons persuadés, cependant, qu'on ne peut plus s'en dispenser. Le chemin du Royaume ne se trace pas dans un paysage monoculturel.

7. Liste des pratiques repérées dans les interviews récoltées par le groupe porteur

	CITATIONS TIREES DES INTERVIEWS
1	Cohabitation choisie - en prenant des risques éducatifs - en attendant que les Belges reviennent
2	Engagement de collaborateurs noirs et musulmans dans une association - chances et contraintes - demande des efforts de décentrement continus
3	Conseil : susciter progressivement un islam européen Question : faut-il que le monde musulman se laïcise ?
4	Gestion positive des conflits par le pouvoir communal - maturité des mandataires publics arabo-musulmans - indépendance par rapport aux leaders intégristes
5	Initiatives publiques, par ex. - création de parcelles musulmanes dans cimetières - façon de sacrifier le mouton - heures de natation pour femmes dans la piscine communale - maisons de quartiers, écoles de devoirs, maisons des cultures
6	Dialogue = deux partenaires - ne pas accepter toutes les exigences de l'autre - savoir dire ce qui nous rassemble mais aussi ce qui est irréductible
7	Comités de quartiers; multiculturels de fait, pas nécessairement voulus comme tels - capacité inégale de prise de parole - capacité inégale de compréhension technique
8	Débats avec des représentants d'associations belgo-musulmanes par « Démocratie schaerbeekoise » ; on n'a pas réussi à intégrer des animateurs belgo-musulmans dans le mouvement
9	Représentants religieux de différentes confessions/religions se rapprochant sur les plans humanitaire et social, suite à des événements dramatiques
10	Préjugés entre croyants et laïcité : prudence
11	Un projet de métissage à l'école échoue parce que cette diversité n'est plus une réalité dans l'école (15 % de nonmarocains)
12	Invitation à l'école de "témoins" d'El Kalima sur le dialogue interreligieux : la présence de juifs progressistes met les profs sur le qui-vive (mais finit bien)
13	Carte de Ramadan distribuée aux voisins sans aller plus loin dans le dialogue
14	« Trop de multiculturalité » peut gêner - surtout si « les autres » sont majoritairement musulmans (sentiment d'invasion) - risque d'intrusion dans les questions de vie privée L'hétérogénéité choisie pèse moins que l'hétérogénéité subie
15	Dans une association : on dispose les tapis de prière avant que les femmes ne partent en activités
16	Les signes extérieurs d'appartenance religieuse ne favorisent pas la rencontre. Ex : le voile

17	Dans les fêtes de quartiers on n'arrive pas à mélanger les enfants musulmans et les autres; c'est plus facile en vacances
18	Des enseignants vivent la multiculturalité de façon trop distante
19	Réunion sur la relation parents/enfants : échec lorsque l'initiative n'est pas soutenue par l'école
20	Affrontement entre Africains et Marocains (avec intervention de la police) dans une école professionnelle à discrimination positive
21	La philosophie du mouvement "hip-hop" (break dance, rap et tag), porteuse de non-violence : un espoir ?
22	Des initiatives de rencontres entre des cultures peuvent marquer les différences en voulant cantonner les musulmans dans une singularité
23	Petits gestes, sourires et conversations dans les transports en commun
24	Initiatives de dialogue dans des paroisses et des écoles libres
25	Fiches de formation et articles
26	Désir des jeunes de rencontres "aussi" sur le judaïsme et l'athéisme
27	Du sport avec des jeunes de nationalités différentes
28	Aide administrative à qui en a besoin
29	Le dialogue islamo-chrétien doit se faire selon le principe de réciprocité
30	« Kot à projets » sur le Tiers Monde à Louvain-la-Neuve
31	Comité de commerçants
32	Rénovation urbaine - contrats de quartiers
33	Passerelles entre communautés : cadeaux rapportés de vacances, invitations pendant le Ramadan, lors de mariages, etc.
34	Tentatives de réunions interreligieuses : mènent parfois à un échec
35	Petite bibliothèque de quartier ouverte à tous - (la Kaaba affichée à côté de la Croix)
36	Principal écueil au dialogue = la conjoncture internationale
37	Conscience historique des Croisades et du sort fait à l'Empire ottoman
38	Dans certaines institutions communales, majorité de fonctionnaires musulmans, et excellente entente (ex : Molenbeek : 50 %)
39	Une maison religieuse s'ouvre à l'accueil de femmes de toutes nationalités (mais impossible de fait pour les femmes musulmanes vu les horaires divergents de prière et la difficulté de gestion des interdits alimentaires spécifiques)
40	Repas de Ramadan dans une association : peu de monde en dehors des animateurs
41	Dans certains quartiers : trop peu de Belges (et souvent âgés) pour faire de l'interculturel
42	Une église ouverte, visitée par des musulmans
43	Avec les musulmans : manœuvrer pour gérer la mixité hommes et femmes
44	L'Etat n'a pas à consulter les autorités religieuses, qui ne sont pas des partenaires (même si les croyants le sont)
45	Une maison médicale se veut être une structure du pays d'accueil : - les patients viennent chercher ce qu'ils ne trouvent pas dans leur communauté
46	Demander l'avis des gens les gratifie - par ex : aménagement du quartier, coordination sociale - relancer la participation, sans cesse
47	Groupes de foi, de dialogue islamo-chrétien à partir des convictions
48	Echanges par correspondance ou par téléphone avec quelques musulmans
49	Echec de conférences publiques, parce que les musulmans ne se sentaient pas en position de force

50	Comité de dialogue interculturel, issu du comité des sages, voulu par le gouvernement
51	Le foisonnement d'associations faisant de l'interculturel, permet que les gens se sentent moins exclus
52	Réunion sur les religions dans l'espace public
53	Lieu de prière pour les musulmans, aménagé dans une chapelle de faculté universitaire
54	Effort pour que les élèves chrétiens et musulmans d'un même niveau de classe se rencontrent
55	Impasse des joutes oratoires (à l'école par exemple)
56	Regarder ensemble un document (par exemple : film qui ressort de plusieurs traditions)
57	Reportages sur la multiculturalité (TV)
58	Avoir soi-même une amie "réfugiée"
59	Il faudrait plus de réunions interculturelles (sessions, parcours, concerts, etc.)
60	Répondre à des invitations à propos de conférences, journées de dialogue, actions de solidarité
61	Les personnes racistes, méfiantes, les peureuses ... ne se retrouvent pas dans les rencontres interculturelles
62	Peur des réactions subites, violentes, collectives et sauvages lorsqu'elles sont signes de victimisation et s'opposent à toutes formes de négociations et compromis
63	Echanges de savoirs culinaires
64	Il n'y a pas assez d'initiatives de dialogue, de rencontre "mixte"
65	Des versets coraniques " antichrétiens" au livre des intentions dans une chapelle
66	Week-end de rencontre des grands courants de pensée
67	Trouver des personnes de référence qui ont un "visage" dans leur communauté ; Personnes-ressources
68	Collaboration entre deux écoles (Bruxelles et Sénégal)
69	Avant tout projet interculturel : contact préalable avec les associations de terrain là où devrait se tenir le projet
70	Des jeunes excités bousillent un projet musical interculturel Pour éviter l'échec, il aurait fallu une meilleure préparation préalable avec eux
71	Les activités ne doivent pas être gratuites
72	Les repas (de fêtes) développent accueil et hospitalité
73	Sur le plan du dialogue interculturel, les visions sont différentes entre néerlandophones et francophones
74	Les activités culturelles intéressent plus quand elles réunissent mamans et enfants
75	L'alphabetisation de base « mixte » c'est-à-dire hommes/femmes dans les mêmes classes, n'aboutit pas. C'est plus facile avec des gens plus avancés dans le cursus d'apprentissage
76	Education permanente et long apprentissage à l'intégration
77	Investir dans les personnes pour les réunions, les responsabiliser ; frapper aux portes, s'assurer que les personnes ont bien reçu l'invitation et ramènent l'inscription
78	Rencontres à deux ou plusieurs voix en partenariat avec d'autres associations
79	Rencontres de jeunes pour préparer d'autres rencontres intergénérationnelles et interculturelles
80	Parcours interreligieux : grande panoplie de convictions Les chrétiens doivent-ils y être représentés plus formellement ?
81	Rencontres spirituelles : font mieux droit à la diversité existante dans chaque confession

82	Après des difficultés (dues au contexte international par ex), s'il n'y a pas eu clarification, les blessures s'accroissent dans les mémoires collectives
83	On se heurte parfois aux difficultés internes à certains groupes
84	Difficultés d'attirer « la base » à des réunions interreligieuses
85	Autres habitudes de communication chez les Orientaux et les Occidentaux
86	Dans les représentations, faire droit aux différentes tendances
87	Certains groupes ont leur spécificité et agissent à partir de cette identité
88	Les églises et les mosquées "portes ouvertes" peuvent inviter à la rencontre et aux visites
89	Beaucoup d'initiatives tiennent par des personnes très motivées ,(parfois une seule)
90	Le dialogue théologique à la base commence à peine
91	Tenir compte des calendriers : jours de prière, fêtes religieuses...
92	Inviter toutes les associations présentes dans un quartier <ul style="list-style-type: none"> - mais des minorités ne nous demandent rien - ne pas se limiter à ce qui est organisé, formalisé
93	Veillées interculturelles au cours de la Journée du réfugié
94	Difficultés de contacts avec les juifs : ils craignent de perdre une part de leur identité
95	Des associations utilisent le prétexte interreligieux pour se faire connaître
96	Aller chez les autres <ul style="list-style-type: none"> - le premier n'est pas toujours d'inviter chez soi
97	Dans les réunions interreligieuses, ne pas oublier la prière des chrétiens, et savoir interrompre pour les heures de la prière musulmane
98	Les protestants : expérience de minorité <ul style="list-style-type: none"> - diversité interne des appartenances religieuses - partenariat avec communautés protestantes étrangères
99	Chez les protestants : communautés de culte bigarrées. Désir aussi de certaines communautés ethniques de se retrouver entre elles
100	Le moteur des rencontres interculturelles n'est pas l'évangélisation
101	Savoir écouter, ce n'est pas se rallier <ul style="list-style-type: none"> - connaître tout à fait l'autre n'est pas possible - équilibre entre convictions étayées et ouverture aux idées de l'autre
102	Irritation lorsque certains refusent toute référence aux conflits internationaux
103	Actions communes autour d'événements tragiques Prises de positions des responsables religieux
104	Droit d'ingérence dans la vie des communautés lorsque les droits de l'homme et de la femme sont en cause
105	Conférences thématiques avec des experts au Parlement européen ou dans des universités
106	Panel au Parlement européen sur Rumi (Mevlana) en comparaison avec François d'Assise
107	Voyage interculturel en Turquie
108	Conférences " précurseurs de paix " : identifier des acteurs de paix à travers le monde
109	Prix à une personnalité belge qui a œuvré à la paix par le dialogue
110	Brochure pédagogique - élèves du secondaire - sur l'art de vivre ensemble

111	Participer à un culte autre que le sien, dans l'espace de l'autre, plutôt que dans un lieu neutre
112	Réunions de prière interreligieuses – même thème – tradition propre – dans un lieu commun – même but
113	Parler de soi et de la manière dont on perçoit l'autre
114	Pas d'entretiens intrusifs ; éviter les questions trop personnelles
115	Se former à l'écoute ; il est important que les gens se sentent reconnus et écoutés
116	Une empathie vis à vis de tout ce qui est étranger peut mener à l'aveuglement - vision édulcorée de l'étranger - aussi négatif que le rejet massif
117	Savoir qui on est soi-même - bien affirmer ses repères, sans prosélytisme
118	Ambiguïté des initiatives publiques : soupçon de jouer l'accueil pour gagner des voix
119	Initiatives publiques ont permis que différentes religions se rencontrent - la communauté musulmane s'est manifestée dans la ville - un malaise en est né : votes d'extrême-droite
120	Blocage face à des initiatives publiques de dialogue - simple consensus de tolérance - difficulté de faire participer la base des communautés - peur de récupération politique - certains immigrés jouent le clientélisme
121	Risques de s'opposer à la laïcité, de créer un front interreligieux - intrication du religieux et du traditionnel
122	Faire quelque chose ensemble est plus facile que confronter des idées
123	Eviter le consensus "mou" où tout se mêle
124	Eviter de vouloir convaincre. Il faut une base commune de loyauté
125	Analyser son désir de rencontre interculturelle - le faire avec un minimum de joie - pas par devoir, par prosélytisme ni par « vocation » - en avoir le goût
126	Marche pour la paix (premier janvier) avec les communautés locales musulmanes
128	Relations bilatérales entre communautés musulmanes et juives - marche aux flambeaux pour commémorer la déportation
129	On ne peut pas dans le dialogue faire un mélange de tout (synchrétisme)
130	Triologue : un prêtre, un imam, un rabbin - après des émeutes ; il s'est ensuite institutionnalisé (Anvers)
131	Mouvement « gens de paix » entre gens de la base de diverses nationalités – actions sociales
132	La différence fait partie de la rencontre interpersonnelle mais dans le travail on ne part pas de celle-ci
133	Ecoles de la paix – écoles de devoirs avec projets d'éducation à la Paix – projets communs
134	Créer une relation personnelle avant de vouloir entrer dans une démarche politique ou intercommunautaire
135	Il faut durer dans le dialogue (ce n'est pas une mode) ; maintenir le contact avec des personnes « clés »

Bibliographie

Pour aller plus loin sur les migrations et le dialogue interculturel aujourd'hui

- APPADURAI Arjun., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris, 2001.
- BASTENIER Albert, *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration*, PUF, Paris, 2004.
- J. de CHANGY, F. DASSETTO, B. MARECHAL, *Relations et co-inclusion Islam-Belgique*, IRFAM-L'Harmattan, Paris, 2007.
- FERRAROTTI Franco, *L'énigme d'Alexandrie. Rencontre de cultures et progrès de civilisation*, La lettre volée, Bruxelles, 2004.
- Fondation Roi Baudouin, *Musulmans et non-musulmans. Les nœuds du dialogue*, Bruxelles, 2006, www.kbs-frb.be
- La Revue nouvelle, *Dossier : Immigration et nouveau peuplement européen*, mars 2003, n°3, Bruxelles, www.revuenuouvelle.be
- TAYLOR Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Flammarion, Paris, 1997.
- TOURAINE Alain, *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents*, Fayard, Paris, 1997.
- VATTIMO Gianni, *Après la chrétienté. Pour un christianisme non religieux*, Calmann-Lévy, Paris, 2004.

Quelques ouvrages sur le dialogue interreligieux (surtout islamo-chrétien)

- BENZINE Rachid et DELORME Christian, *Chrétiens et musulmans. Nous avons tant de choses à nous dire*, Albin Michel, 1998.
- BOLASELL Michel, *Cet autre, mon frère. Histoire, analyse et enjeux du dialogue interreligieux*, Ed. Trabucaire, 2002.
- BORRMANS Maurice, *Dialogue islamo-chrétien à temps et contretemps*, Ed. Saint Paul 2002.
- CLAVERIE Pierre, *Petit traité de la rencontre et du dialogue*, Cerf, 2004
- DUPUIS Jacques, *La rencontre du christianisme et des religions. De l'affrontement au dialogue*, Cerf, 2002.
- PANNIKAR Raimon., *Dieu, Yahweh, Allah, Shiva, l'inévitable dialogue*, Gordes, Le Relié, 2003.
- PLATTI Emilio, *L'Islam parmi nous*, Editions Fidélité/Racine, Namur/Bruxelles, 2000.
- PLATTI Emilio, *Islam, ennemi naturel ?*, Le Cerf, Coll. L'histoire à vif, Paris, 2006.
- SANSON Henri, *L'Islam au miroir du christianisme*, Salvator/Fidélité, 2001.
- TALBI Mohamed, CLEMENT Olivier, *Un respect têté. Islam et christianisme*, Nouvelle Cité/Rencontres, 1989.
- VAN NISPEN Christian, *Chrétiens et musulmans. Frères devant Dieu ?*, Les Editions de l'Atelier, 2005.

Quelques ouvrages de référence pour et sur le travail de terrain

- BOUZAR Dounia et alii, *Quelle éducation face au radicalisme religieux ?*, Dunod, 2006.
- REMACLE Xavière, *Comprendre la culture arabo-musulmane*, Chroniques sociales, 1998.
- TEMSAMANI CHEBADOUGA Abdelhamid, *Le licite et l'illicite dans l'alimentation*, Le Savoir, Bruxelles, 2005. (Un des points de vue sur la question)
- Les publications de la Fondation Roi Baudouin, du CBAI (y compris le tout récent Rapport annuel sur l'application du décret « Cohésion sociale » dans l'ensemble de la Région bruxelloise), du centre pour l'Égalité des chances etc. (en général ces publications sont aussi téléchargeables au départ du site internet de ces organisations).

Quelques publications d'El Kalima

Brochures

- *Les élèves musulmans et les cours de religion dans les écoles catholiques*, Philippe de Briey, Collection El Kalima, n° 3.
- *Vingtième anniversaire du Centre. Les enjeux et les perspectives des relations islamo-chrétiennes*, Mgr Michaël Fitzgerald.
- *La famille musulmane en Europe, quel espace juridique*, M. Cl. Foblets, E. Platti, D. Jazaerli.
- *La figure d'Abraham en théologie des religions*, Jean-Luc Blanpain.
- *Soignants et musulmans duel ou duo?*, Marie-Jeanne Guillaume.

Documentation pédagogique

- "Ensemble à l'école". Dossier pour enseignants.
- "Rencontres". Quelques trésors de la culture musulmane.
- Calendrier des fêtes religieuses juives, chrétiennes et musulmanes (de septembre à septembre).

Autres documents pédagogiques

Coll., *Les religions face aux questions de la vie*, Ed. de l'Atelier, Coll. Sur la piste des religions, Paris, 2005

Coll., *Les religions face aux questions de la vie*, Ed. de l'Atelier, Coll. Sur la piste des religions : guide pédagogique, Paris, 2005

Liste des institutions contactées

Les Amis de l'Islam (Jos Steegs) : secretariat@lesamisdelislam.org
Avicenne (Jean-Mathieu Lochten) : jlochten@lochten.be
Axcent – Brussels Interlevensbeschouwendijk Centrum (Christof Grootaers) :
info@axcent.org
Bouillon de culture : www.bouillondecultures.be
Bruxelles-Accueil – Porte Ouverte (Marie-Paule Moreau) : bapo@skynet.be
Caritas Catholica : www.caritas-europa.org
Carrefour spirituel des Cliniques Universitaires Saint Luc (Brigitte Barreel) :
guibert.terlinden@clin.ucl.ac.be
Centre Avec (Jean-Marie Faux, Guy Cossée de Maulde) : www.centreavec.be
Centre de Formation Cardijn – CEFOC (Christine Cayron) : cefoc@swing.be
Centre Islamique et Culturel de Belgique – Rachid Haddach :
infos@centreislamique.be
Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme (Philippe Coppieters 't
Wallant) : www.diversite.be
Centre El Kalima (Marianne Goffoël) : elkalima@busmail.net - www.elkalima.be
Centre Missio : www.missio.be
CIRE : www.ccc.cire.irisnet.be
Commission Diocésaine pour le Dialogue Interreligieux du Diocèse de Tournai (Marie-
Rose Hoornaert) : tournai@missio.be
Comité Interdiocésain pour les relations avec l'Islam – CIRI : elkalima@busmail.net
Commission des Episcopats de la Communauté européenne – COMECE (Hans
Vöcking) : hans.voeking@comece.org
Communauté Sant'Egidio (François Delooz) : santegidio@tiscali.be
Convictions en Dialogue : www.convictionsendialogue.be
CTL-Barricades : ctl.barricades@skynet.be
Echevinat des Cultes de la Ville de Bruxelles (Chantal Noël, Catherine Legein) :
cabinet.ch.Noel@brucity.be
EPUB (Michel Dandoy) : www.epub.be
Espaces – Spiritualités, Cultures et Société en Europe (I. Berten) : espaces.bruxelles@gmx.net
Fondation Roi Baudoin : www.kbs-fr.be
Fraternité islamo-chrétienne (François Mougenot) : mougenot@yahoo.fr
Groupe de Rencontres et d'Actions Interreligieuses – GRAIR (Livio Pegoraro) :
livio.pegoraro@freebel.net
Groupe de Strepv-Bracquagnies (renseignements chez El Kalima)
Intercultureel Dialoog Platform – IDP (Arzu Guney) : www.idp.pdi.be
Kerkwerk Multicultureel Samenleven Brussel (Jan Van Eyken) : brussel@kms.be
La Porte Verte/Snijboontje : porte.verte.groene.poort@pi.be
Le Foyer : www.foyer.be
Link Brussel (Silvia Derom) : linknoord@tiscali.be
Maisons Médicales : www.maisonmedicale.org
Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie – MRAX (Radouane
Bouhlal) : mrax@mrax.be
Réunion : Union des Mosquées et délégation de l'Eglise catholique (voir El Kalima)
Vie Féminine – Maisons Mosaïque : <http://viefeminine.no-ip.org>

**Liste des témoins contactés à titre individuel
(par ordre alphabétique)**

Bachir Imane	Zevkotestraat 1	1420	ERPE-MERE
Benhallak Fatima	Rue Haeck 59	1080	BXL
Bozzo Irma	Rue de la Poste 156	1030	BXL
Brusselmans Anne	Av. des Eperviers 23 / 3	1150	BXL
Cazin Cécile	Place du Roi Vainqueur 13 / 3	1040	BXL
Dandoy Michel	Rue Champ de Mars	1000	BXL
De Blauw Dr	Maison Médicale		
	Rue des Riches Claires 41	1000	BXL
de Briey Philippe	Rue Haute	1348	LLN
de Hemptinne Sophie	Ferme de Hongrée 1	1460	ITTRE
Derison Ph. Marie	Rue de la Fraternité 13	1030	BXL
Einswerler Annette	Rue de la Ruche 21	1030	BXL
Franckart Claire	Rue de Bériot 27	1210	BXL
Goffoël Marianne	Rue Potagère 79	1210	BXL
Guillaume Marie Jeanne	Rue Berckendael 195	1050	BXL
Hanon Jacques	Rue de la Royauté 34	1020	BXL
Leurquin Didier	Rue Josaphat 58	1030	BXL
Luyten Roger	Clos Fleuri 2	4880	AUBEL
Navarre Thierry	Place Communale 11,	1080	BXL
Petit Monique	Rue de la Ferme 42/ 5	5032	BOSSIÈRE
Polome Anne Marie	Sentier du Biéreau 13 / 3	1348	LLN
Rémion Joëlle	Av. de l'Indépendance Belge 36	1081	BXL
Salinas Angel	Rue de Potter 28	1030	BXL
Tihon André	Place Quetelet 1 / 24	1210	BXL
Uytendenbroek Luc	Rue Paul Devigne 70 / 20	1030	BXL
Vandervelden Ingrid	Groot Godshuisstraat 3	1000	BXL
Van Eycken Jan	Huidevetterstraat 165	1000	BXL
Vercruysse Bernard	Rue des Palais 10	1030	BXL